

COMMUNISME

GRUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

COMMUNISME No.45 (Avril 1997) :

- Le mythe du "socialisme cubain" : le gauchisme bourgeois travesti en communisme
- Argent ou Socialisme
- Contre-révolutionnaires d'hier, d'aujourd'hui et de toujours : le P"C" cubain, avec Machado, Batista, Castro,...
- Nous soulignons :
 - Le modèle répressif italien se renforce!
 - Vive la révolte prolétarienne en Albanie... et partout ailleurs!

LE MYTHE DU "SOCIALISME CUBAIN" :

-LE GAUCHISME BOURGEOIS TRAVESTI EN COMMUNISME-

Le texte qui suit est le produit d'un travail collectif effectué par un cercle de camarades, en collaboration avec notre groupe. Plusieurs d'entre nous ont eu l'occasion de se rendre à Cuba à différentes reprises. Résultat des voyages et discussions, ce texte affirme des positions classistes et révolutionnaires en totale opposition à la soi-disant "révolution" cubaine et au "castrisme". (1)

L'importance de publier un texte sur ce thème ne réside pas seulement dans la nécessité de prendre position face aux derniers événements, ou à la soi-disant décadence du "socialisme" cubain. Notre critique se veut un prolongement de la **dénonciation du mythe de la "révolution" cubaine, dénonciation que le communisme, en tant que mouvement, a toujours soutenue**. Dans ce sens, cette critique ne peut se limiter ni dans le temps ni dans l'espace, c'est-à-dire ni à ces dernières années ni même à cette seule zone géographique. C'est dans ce sens aussi que la dénonciation du rôle de la social-démocratie (le parti bourgeois pour les ouvriers) est fondamental pour comprendre ce qui s'est passé à Cuba et saisir la fonction de ces soi-disant gouvernements ouvriers qui ont été l'objet d'un prestige incroyable au niveau historique et international.

Dans les pages qui suivent, on trouvera une analyse de certaines politiques menées à Cuba, telles que la souveraineté nationale, le partitisme, l'apologie du travail, la défense de l'économie nationale, le militarisme, le protectionnisme. On décortiquera l'idéologie de la planification, l'apologie de la réussite sociale, l'idéologie du "moindre mal", de la conciliation des classes, de l'ennemi principal. Et pour terminer, on décrira la persécution des "antisociaux", des antipatriotes et la répression des subversifs.

L'affirmation de notre lutte, c'est aussi mettre en lumière les mécanismes par lesquels le prolétariat à Cuba est détourné de ses intérêts, comment, en échange d'une assiette de lentilles, il se retrouve encadré dans la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens et finalement soumis à la défense des intérêts capitalistes de l'Etat par le Parti "Communiste". Cette analyse n'a donc rien à voir avec la critique effectuée à partir du point de vue bourgeois qui propose des alternatives tout autant réformistes et démocratiques à cette "révolution" particulière. Au contraire, elle situe **notre critique à contre-courant de la critique bourgeoise du castrisme, antagoniquement à celle que fait l'opposition -bourgeoise- à ce régime**. Seule la critique révolutionnaire peut nous renforcer et nous acheminer vers notre projet historique d'édification mondiale du véritable communisme.

Il reste à préciser que cette analyse, bien qu'elle se veuille ambitieuse sur le plan programmatique général et concret, ne peut être qu'une ébauche, abordant la réalité cubaine des dernières décennies à partir de témoignages des années '90. Cette analyse de la "révolution" cubaine ne prétend ni être complète, ni même constituer une description exhaustive de la réalité de la vie sur l'île. Ceci aurait exigé une étude en profondeur de l'expérience de 59, étude qui nous aurait permis d'expliquer comment le mouvement social de l'époque, qui déboucha sur une crise générale de l'appareil de domination, fut récupéré et canalisé pour donner **le remodelage de l'Etat bourgeois et de la société capitaliste** que nous connaissons actuellement dans ce pays.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'énorme influence du mythe exercé par Cuba sur les militants dans le monde entier, non seulement sur les imitateurs réformistes en mal de nouveau modèle pour endiguer les courants contestataires mais aussi, sur beaucoup de militants révolutionnaires du prolétariat. Nombreux sont ceux qui ont longtemps cru que dans l'île on luttait

réellement pour une société différente, pour abolir la propriété privée, l'argent, et constituer un homme nouveau, ce qui semblait d'ailleurs se confirmer par le radicalisme verbal des "barbudos" et par ce qui a ressemblé à un moment à une rupture avec l'Etat impérialiste de l'URSS et à une dénonciation du caractère contre-révolutionnaire des partis "communistes".

Nous aurions aimé faire un texte plus historique sur ce qui s'est passé depuis les années '50 à Cuba, plus détaillé et argumenté programmatiquement, avec les contradictions et les circonstances particulières, mais cela aurait retardé la parution de ce texte. D'autre part, vu le développement des contradictions de classe dans ce pays et les polémiques que continue à susciter "la question cubaine" parmi de nombreux militants, dont certains de nos contacts, la nécessité et l'urgence d'argumenter plus solidement et publiquement la position que nous avons toujours eue sur ce thème, nous a fait opter pour la publication d'un texte sans ces parties décisives.

Il ne faut pas s'attendre ici à ce que nous parlions des "acquis", de la "différence entre la qualité de vie à Cuba -avant la dislocation de l'empire stalinien- et celle d'autres pays d'Amérique Latine", de la bonne humeur des cubains, de leur hospitalité et leur dynamisme. Nous entendons au contraire dénoncer un Etat bourgeois qui se dit socialiste, qui mène sa politique et ses guerres extérieures au nom de l'internationalisme et qui possède une police appelée "révolutionnaire". Nous allons donc esquisser un tableau des éléments qui permettront au lecteur de percevoir ce que c'est que de vivre dans un pays où la subversion est poursuivie pour "contre-révolution" et où la "révolution" n'est rien d'autre que l'exploitation elle-même.

oOo

Les points que nous traitons ici ont été développés de la manière suivante: discours du gouvernement avec, en opposition, nos propres thèses et la réalité de l'île telle que l'expriment les prolétaires cubains et telle qu'en général, elle saute aux yeux. A d'autres moments, nous partons de la réalité explosive que vit le prolétariat à Cuba et nous l'opposons à l'idéologie du gouvernement, à l'exploitation mercantile qu'opère le régime castriste tout en mettant en évidence l'opposition la plus générale entre la révolution communiste et la défense de l'économie capitaliste.

Il existe bien sûr une relation essentielle entre ces divers aspects même s'ils sont présentés, apparemment, de manière séparée. Mais tenant compte des limites de notre propre capacité d'exposition et de celles imposées par la structure linguistique, nous sommes obligés de procéder ainsi. De plus, nous considérons que la présentation et le développement de l'argumentation de manière distincte pour chaque point facilite l'indispensable discussion militante que cette contribution veut favoriser.

Par la même occasion, nous signalons que nous nous sommes vu obligés d'utiliser des concepts comme le castrisme, le tiers monde, les blancs et les noirs, etc. à cause des limites que le langage nous impose et de l'usage local de ceux-ci. Nous signalons également que certains chapitres de ce texte (comme celui concernant "Le marché") ont été rédigés avant la légalisation de la possession de dollars par les cubains et la tentative d'officialiser partiellement le marché noir. Deux opérations qui tendront à faciliter le mouvement des capitaux et bénéficieront à certains secteurs commerciaux de la bourgeoisie, mais n'ont pas pour autant entraîné de changements au quotidien pour les prolétaires cubains. Nous avons préféré laisser ces chapitres tels quels étant donné qu'ils décrivent un fonctionnement plus général de la vie à Cuba durant de nombreuses années.

Economie

A Cuba comme partout dans le monde, la vie tourne autour de l'argent. L'observation la plus superficielle permet de constater que, comme partout dans le monde, l'argent est la véritable communauté de tout cubain (2).

Le prolétaire se retrouve, comme n'importe où ailleurs, séparé de tout moyen de vie et de tout moyen de production pour répondre à ses besoins les plus élémentaires. Comme dans n'importe quelle partie de la société capitaliste mondiale, l'être humain (à l'exception bien entendu des propriétaires des moyens de production, les gestionnaires du Capital) doit vendre sa peau pour vivre, il doit vendre sa force vitale pour subsister. Comme dans n'importe quel autre pays d'Amérique Latine et du monde, le prolétaire cubain s'affronte à ses conditions de vie érigées comme force **étrangère** à lui-même. Ou dit de manière plus prosaïque, il se trouve **privé** (la "propriété privée" définit exactement cela!) de ses moyens de vie et, pour se les procurer, il est obligé de vendre sa force de travail, de travailler pour les propriétaires des moyens de production. Comme partout ailleurs, le travail, et en particulier le **travail salarié**, est l'expression vitale et tangible de la société **capitaliste** et le prolétariat se trouve en opposition fondamentale à celle-ci.

"Mais comment une somme de marchandises, de valeurs d'échange, se change-t-elle en capital? Par le fait que, en tant que force sociale indépendante, c'est-à-dire en tant que force d'une partie de la société, elle se conserve et s'accroît par son échange contre la force de travail immédiat, vivant. L'existence d'une classe ne possédant rien que sa capacité de travail est une condition première nécessaire du capital... Le capital suppose donc le travail salarié, le travail salarié suppose le capital. Ils sont la condition l'un de l'autre; ils se créent mutuellement."

-Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849-

La propriété privée à Cuba, comme le prouve l'existence même du **salaires**, n'a pas été abolie; elle a été concentrée et on a institué sa centralisation juridico-étatique (ce qui, bien souvent, ne signifie même pas sa véritable centralisation économique).

"Par suite, nous entendons que le salaire et la propriété privée sont identiques: le salaire, qui rétribue le produit, l'objet du travail, le travail lui-même, n'est qu'une conséquence nécessaire de l'aliénation du travail, car dans le salaire le travail n'apparaît nullement comme but en soi, mais comme servant le salaire."

-Karl Marx, *Manuscrits parisiens*, 1844-

L'intention du gouvernement "révolutionnaire" cubain a toujours été claire et sans ambiguïté sur ce sujet; ses acolytes n'ont jamais prétendu en finir avec la propriété capitaliste et le salariat, ni avec la marchandise et la valeur (3). La seule chose qu'ils préconisèrent fut l'étatisation des moyens juridiques coercitifs pour liquider la propriété **particulière** des anciens patrons et imposer la propriété étatique (**également privée** dans la mesure où les prolétaires continuent à devoir vendre leur force de travail) comme unique forme possible dans l'île.

Le fait que l'acheteur de la force de travail soit l'Etat et que, par conséquent, il n'existe qu'un seul acheteur possible pour cette marchandise, ne favorise en rien le travailleur et n'induit aucun changement essentiel au fonctionnement du capital par rapport à d'autres endroits. En effet, malgré les apparences, l'ouvrier salarié n'appartient nulle part à tel ou tel patron, mais bien à **la classe capitaliste dans son ensemble**, au capital mondial.

"L'ouvrier n'appartient ni à un propriétaire ni à la terre, mais 8, 10, 12, 15 heures de sa vie quotidienne appartiennent à celui qui les achète... Mais l'ouvrier dont la seule ressource est la vente de sa force de travail ne peut quitter la classe tout entière des acheteurs, c'est-à-dire la classe capitaliste, sans renoncer à l'existence. Il n'appartient pas à tel ou tel employeur, mais à la classe capitaliste..."

-Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849-

Une illustration de la manière avec laquelle on tenta de faire passer, à Cuba, les nationalisations et les étatisations pour des avancées révolutionnaires est "l'offensive révolutionnaire" que le gouvernement lança le 13 mars 1968, presque dix ans après sa "révolution". Cette campagne avait pour objectif l'expropriation de tout ce qui se faisait en dehors du contrôle juridique de l'Etat; il en fut ainsi des petites usines ou industries, ou simplement des petits distributeurs de marchandises. Cela constitua une étape décisive dans le processus cubain de concentration de la propriété juridique, étape qui représente également l'accélération d'une politique économique qui mettait l'accent sur l'accumulation de capital et le développement rapide, même au prix d'une moindre consommation.

Selon le journal du Parti "Communiste" Cubain (P"C"C) de l'époque, *"l'offensive révolutionnaire tente de combattre l'égoïsme et l'individualisme, et déracine le parasitisme."* Par la suite le P"C"C proclame: *"Cuba s'est converti ainsi en pays socialiste comprenant le plus haut pourcentage de propriétés étatiques..."*

Cette vision simpliste et manichéenne de la propriété permet de constater que le gouvernement cubain ne prétendait abolir la propriété privée que dans ses discours. Ce qui l'intéressait, c'était le **total contrôle étatique de celle-ci**. On ne peut exiger plus de cohérence de la part de ce gouvernement qui n'a jamais eu comme projet de révolutionner les rapports sociaux capitalistes. Le fameux gouvernement "socialiste" de Castro avec sa vision non révolutionnaire a constitué le frein même et la limite objective d'un processus dans lequel des secteurs importants du prolétariat à Cuba et dans le monde avaient placé leurs espérances.

Pour le prolétariat, que le capital soit national ou étranger cela revient exactement au même; que le propriétaire soit un particulier ou un gouvernement revient à ne changer de la propriété que le propriétaire; que la propriété soit devenue gouvernementale n'abolit ni la propriété privée (le prolétariat continue d'être privé de propriété), ni le capital. **C'est pour cela que la consigne d'abolition du travail salarié, qui contient celle de l'abolition de la propriété privée, est subversive, y compris à Cuba.**

"Le salaire est la conséquence directe du travail aliéné, et le travail aliéné est la cause directe de la propriété privée. Par conséquent, si la cause tombe, l'effet disparaîtra aussi."

-Karl Marx, *Manuscrits parisiens*, 1844-

Depuis plus d'un siècle, les révolutionnaires de tous pays et de toutes générations dénoncent le "socialisme" bourgeois qui prétend se rapprocher de la société future sur base de nationalisations et d'étatisations, et affirment qu'en réalité, le fait que les moyens de production deviennent des propriétés de l'Etat ne change absolument pas la nature sociale de ceux-ci, que dans cette voie le capitalisme n'est pas supprimé, mais bien confirmé, et qu'en conséquence, ces mesures n'ont rien à voir avec la révolution et le socialisme:

"Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne suppriment la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble."

-Engels, *Anti-Dühring*, 3ème partie, Chap.2-

La nationalisation, l'étatisation et la protection nationale de tel ou tel secteur de la production, ne servent qu'à faire perdurer les conditions de travail et de valorisation du capital qui ne correspondent pas au niveau mondial de valorisation et ce en faisant fonctionner des moyens de production que la concurrence internationale condamne à la faillite. De toute manière, la seule chose

que fait le gouvernement, c'est d'ajourner la faillite, parce que tout secteur protégé de cette façon devient inéluctablement de moins en moins concurrentiel et de plus en plus difficile à maintenir.

Quand, au début des années '90, Fidel Castro se montre favorable à l'ouverture économique et qu'une série de contacts avec d'importantes délégations patronales européennes se réalise, il sollicite une évaluation de la situation dans l'île à de grands économistes bourgeois qui tombent tous d'accord. En effet, que ce soient d'après le rapport de Carlos Solchaga, ex-ministre de l'économie espagnole, ou d'après celui du Fond Monétaire International, tous conseillent une privatisation des entreprises non rentables qu'ils évaluent à 69% (4), ce qui occasionnerait l'envoi au chômage de 3 millions et demi de personnes (d'autres informations parlent de la fermeture de 80% des entreprises). Ces experts du profit bourgeois et de la misère ouvrière affirment que sans ces mesures conjuguées à d'autres réformes telles que la réduction du déficit budgétaire, la création d'une monnaie forte,... l'économie à Cuba n'offre pas les conditions qui lui permettront de s'affronter au marché international.

Pour des raisons idéologiques (les fameux avantages du "socialisme"), le gouvernement subsidia des produits de consommation populaire, en particulier des aliments, ou accorda la gratuité de tel ou tel service, comme le firent le stalinisme, le fascisme, le nazisme et tant d'autres gouvernements en période de restriction, de mobilisation générale et/ou de guerre. C'est une méthode typique qui vise à l'unification nationale en diminuant les prix de produits de consommation courante et qui cherche à contenter la population en même temps qu'elle crée les conditions pour une diminution de la valeur de la force de travail, augmentant de la sorte le taux d'exploitation et le taux de profit du capital. Mais ils ont beau fixer des prix très bas, ces articles ont une valeur réelle et le gouvernement, pour payer la différence, doit trouver des fonds ailleurs. Si cela fut possible dans le cas de Cuba, c'est grâce à des fonds provenant de l'Etat russe qui payait les services que rendaient internationalement les forces armées cubaines dans les sales besognes impérialistes. Cette situation disparut avec la fin de l'alliance capitaliste/impérialiste dénommée "camp socialiste". Et depuis lors, le gouvernement cubain rencontre chaque fois plus de difficultés à percevoir les fonds lui permettant de continuer à subsidier et garantir la survie d'une force de travail à bas prix.

Le subside fausse momentanément et conjoncturellement l'application de la loi de la valeur, mais ne la modifie pas puisqu'en dernière instance les produits tendent à se vendre et à s'acheter à leur valeur. Au contraire, le fait même que le subside existe en tant qu'exception, en tant qu'altération provisoire et politique de cette loi, confirme la force de la loi de la valeur. Comme le confirme également le développement inévitable du marché noir et de la spéculation qui sont des mécanismes à travers lesquels le capital se moque de tous ceux qui prétendent le contrôler.

Comme le dit Munis dans son livre *"Jalones de derrota promesas de victoria"*, (en français, *"Critique et théorie de la révolution espagnole 1930-1939"*):

"D'un côté, le stalinisme présente la nationalisation au prolétariat comme un fait révolutionnaire contre les capitalistes; de l'autre, il le présente aux capitalistes individuels comme le seul moyen d'éviter la révolution. Il sauve le capitalisme en sacrifiant quelques intérêts privés au profit de l'intérêt général des exploités."

Plus spécifiquement, en ce qui concerne l'option entre l'étatisation ou non, le protectionnisme ou non, les subsides ou le libéralisme, il faut comprendre que le capital ne possède pas une tactique unique sur la meilleure manière de se reproduire. Parfois, il utilise le protectionnisme et l'interventionnisme étatiques accompagnés d'une optique égalitariste et/ou nationaliste et "socialiste" pour, sur base d'une pratique de conciliation de classes, développer l'industrie du pays en mobilisant toute la population sur l'augmentation de l'économie nationale. Roosevelt, Hitler, Fidel Castro, Allende, par exemple, ont pratiqué le protectionnisme arboré par le stalinisme et le keynesianisme. A d'autres moments, la politique qui l'intéresse le plus est le libéralisme, la liberté économique, la non-ingérence de l'Etat-gouvernement, les théories de Adam Smith actualisées par Friedman et appliquées par Thatcher, Reagan, Pinochet, Felipe González, Menem, Fujimori et bien d'autres. Mais, ce qui est fondamental, c'est de comprendre que ces politiques se complètent toujours. Il n'y a pas de protectionnisme sans retour au libéralisme (Cuba en est un exemple), ni de libéralisme sans tentatives de planification protectionniste (même le gouvernement actuel des USA reconnaît les "excès du libéralisme").

Bien plus, chaque modèle contient ses limites:

- le protectionnisme appliqué pendant une période assez longue génère sa propre ruine vu l'incapacité de maintenir les subsides des entreprises, des marchandises;
- le libéralisme exacerbé s'épuise nécessairement parce qu'à long terme il génère une diminution de la demande effective et devient incapable de proposer autre chose que la répression contre le mécontentement de la population.

L'épuisement de chaque modèle s'accompagne d'une usure de chaque fraction bourgeoise dans le gouvernement. De la sorte, l'épuisement de chaque fraction dans la gestion de l'Etat procure du prestige à une autre, jusque là dans l'opposition, et la prépare à occuper les lieux centraux. Par conséquent, **l'alternance est le mode de fonctionnement normal à long terme.**

Le marché

Marx a mis en évidence l'absurdité de la prétention de l'Etat à fixer arbitrairement la valeur de tel ou tel billet, étant donné que sur le terrain de la circulation, la valeur de ces billets, indépendamment des noms qui leur sont donnés, est régulée par les lois immanentes à la loi de la valeur (5). L'ignorance de ces lois a mené monarques et ministres de l'économie aux plus absurdes situations dans leurs prétentions à pouvoir fixer par décret la valeur de la monnaie ou la valeur de telle ou telle marchandise. En ce

sens, Staline ou Fidel Castro n'ont rien fait d'autre que de répéter l'histoire, même si cette dernière n'est plus une simple répétition mais une véritable comédie (6). De toute façon, la circulation marchande se charge de rétablir la vérité et de ridiculiser monarques et tyrans qui prétendent que leur dictature serait plus **despotique que la loi de la valeur**.

Dans la vie quotidienne à Cuba aujourd'hui, le marché parallèle (7) s'est chargé et se charge quotidiennement de montrer la **vitalité de la loi de la valeur, la véritable économie capitaliste** contre les illusions castristes. Le rapport réel entre le peso et le dollar ridiculise tous les organismes officiels et répressifs, tous les décrets ou cours officiels. Que l'on ait imposé la prohibition ou que le système ait été permissif, le développement du capital commercial et usuraire sur le marché noir a toujours suivi son cours et les profits ont continué à s'accumuler sur base de l'achat et la vente alors que, parallèlement, la pénurie de tout accablait la population. La spéculation et le "chacun pour soi" sont, comme partout ailleurs, la loi générale. Le voisin vend au voisin ce que les magasins normaux ne vendent pas et, avec les pesos qu'il obtient, il achète des dollars aux touristes. Après cela, il cherche un autre touriste qui l'accompagne aux "diplotiendas" (magasins pour touristes et diplomates) où un cubain ne peut entrer seul et où il y a des choses qu'il n'y a pas ailleurs, dans le but d'acheter des produits qu'il revendra ensuite à son voisin. La spirale du marché noir les amène à nouveau à acheter des dollars, à dépendre d'eux et aussi du touriste, qui est considéré comme une devise sur pied, devise qui leur permet d'améliorer la vie sur le plan matériel sans pour cela devoir travailler pour un salaire de misère en sachant que la moitié de ce salaire, obtenu après bien des sueurs, suffit à peine à acheter une bouteille d'huile au marché noir. Ou, autre moyen de se débrouiller, ce genre de magouilles sert à compléter le salaire d'un travail officiel.

Le marché noir est formellement illégal. Il est poursuivi mais toléré, parce qu'il n'y a pas d'autre solution (8). Chaque jour le coût de la vie augmente mais les salaires n'augmentent pas! C'est grâce aux magouilles que l'on survit. Dans les villes, le marché noir génère une énorme tension. Ces achats et ventes de marchandises se développent avec plus de tranquillité dans les villages et les campagnes.

Face à ce système, plutôt que de rejeter la faute sur la loi de la valeur réelle et voir dans la spéculation un résultat inévitable de celle-ci, les dirigeants se limitent à culpabiliser les personnes qui participent à ce système. Castro répète sans cesse dans ses discours qu'"il faut en finir avec la spéculation, le marché noir, avec les spéculateurs, petits et grands, qui défendent l'intérêt du capitalisme et non du socialisme." Rappelons que Lénine quand il était au pouvoir, défendant la nécessité du développement capitaliste en Russie, avait également tenté l'utopie réactionnaire qui consiste à réprimer les spéculateurs, sans pour autant attaquer les causes fondamentales de la société de la spéculation (9).

Mais alors, nous demandons-nous, qu'est-ce qu'ils espèrent ces réformistes, ces idéalistes réactionnaires? Ils voudraient que le cubain "socialiste" ne spéculé pas; ils voudraient le contrôler pour qu'il ne participe pas à la valorisation et à la commercialisation des marchandises; ils voudraient que les gens meurent de faim sans tenter de "résoudre" leur problème, sans lutter pour se procurer l'indispensable pour la vie et que, grâce à une répression bien organisée, le commerce ne se développe pas. Rêveurs et cons, ils voient l'homme séparé du contexte dans lequel il vit et, en plein "démerde toi comme tu peux", ils lui demandent de s'agenouiller et d'accepter que seules les marchandises vendues officiellement aient le droit de se valoriser ou, mieux dit, ils lui demandent d'accepter que la plus-value soit seulement accumulée par ceux qui ont une bonne place dans l'appareil officiel de l'Etat capitaliste, les bourgeois gouvernant et leurs partenaires (principalement les capitaux investis à Cuba). Mais, quand elles se valorisent, les marchandises se foutent des décisions politiques, des drapeaux. Aucune disposition juridique ou tyrannique ne peut empêcher que la marchandise impose ses lois marchandes à toute la société.

Jusqu'il y a peu, on dédaignait (du moins dans les discours) le capital étranger et les marchandises qui ne provenaient pas du bloc de l'Est. Par contre, on encensait le capital 100% cubain pour qu'il se valorise par le travail salarié des cubains; comme si on pouvait imposer des lois nationales à la marchandise! En cela aussi les lois de la valorisation du capital se rient des monarques: la frénésie pour les marchandises importées est générale à Cuba. Etant donné que pendant des années on a continué à subsidier toute une industrie obsolète qui devenait de moins en moins compétitive sur le marché mondial, la qualité de l'industrie nationale s'empira jusqu'à en arriver à la situation actuelle où tout cubain préfère ce qui est importé à ce qui est national. Ce cuisant échec de la tyrannie castriste trouve sa reconnaissance officielle dans la préférence pour tout ce qui est importé comme produit de consommation, ainsi que dans les appels désespérés du gouvernement au capital étranger.

En juin 1994, par exemple, eut lieu à La Havane, une conférence très significative organisée par l'hebdomadaire britannique *The Economist*, bible du néolibéralisme, à laquelle participèrent d'importants hommes d'affaires et banquiers internationaux. Son titre: "*Cuba: Open for Business*" (Cuba ouvert aux affaires). En 1995, Fidel Castro reçoit officiellement une délégation du *Time* et la revue consacre un numéro (du 20 février 1995) à l'économie du pays. Depuis lors, les revues spécialisée en placements financiers recommandent Cuba et citent la bonne volonté des gouvernants pour protéger les profits du capital. Evidemment, ils ne disent pas que cette protection s'effectue contre le prolétariat de ce pays!

Comme tant de réformistes, les castristes **ont prétendu** mieux gérer l'argent plutôt que l'abolir, distribuer la propriété privée "équitablement" (en la concentrant) plutôt que la détruire, développer la marchandise et le salariat plutôt que l'éliminer, comme si le capital, le travail salarié, l'argent, ne portaient pas dans leur essence la division en classes sociales et l'exploitation de l'une par l'autre.

"L'argent est la valeur universelle de toutes choses, constituée pour soi-même. C'est pourquoi il a dépouillé le monde entier, le monde des hommes ainsi que la nature, de leur valeur originelle. L'argent, c'est l'essence aliénée du travail et de la vie de l'homme, et cette essence étrangère le domine et il l'adore."

-Karl Marx, *La Question Juive*, La Pléiade, T.3, p.378-

Abondance ou pénurie?

En scellant sa relation, d'abord avec le P"C"C et ensuite avec Moscou, le gouvernement cubain s'est vu obligé de garantir une relative abondance (il en allait de la crédibilité de ses mesures) et ce, au prix d'un sacrifice énorme bien que largement récompensé. Comme résultat apparent du travail de tous, les indices d'alimentation, de santé, d'alphabétisation, d'éducation s'améliorèrent à Cuba.

Il est évident que le gouvernement de Castro ainsi que ses soutiens critiques à l'extérieur du pays, fidèles au modèle stalinien, exagérèrent et gonflèrent les "succès du socialisme". Comme si le socialisme pouvait se mesurer en tonnes de sucre ou en pourcentage d'enfants alphabétisés!

En réalité, déjà à l'époque de Batista, Cuba présentait un des niveaux de vie les plus élevés d'Amérique Latine. Voyons quelques informations: Cuba était alors le quatrième pays hispano-américain comptant le moins d'analphabètes, le pays du monde avec le plus de kilomètres de chemin de fer par kilomètre carré de territoire, le pays comptant un téléphone par 38 habitants, une télévision par 18 habitants (en 1958!) et une radio par 5 habitants (10). Son développement étonna même certains voyageurs de la "Suisse d'Amérique", l'Uruguay, au début du régime de Castro. Comme le disait Marcelo Salinas dans une lettre à *Guámgara Libertaria*:

"La situation cubaine n'était pas celle décrite par tous ceux qui étudiaient les pays ibéro-américains: les constantes magouilles, politiciennes ou non, n'évitèrent pas l'accroissement du bien-être général. Je me souviens de l'étonnement du secrétaire de la FEU uruguayenne il y a six ans, quand il arriva de Russie, en voyant la véritable jungle d'antennes qui couvraient les toits de toutes les villes cubaines. Et, voyant que nous jouissions des commodités d'un frigidaire, il fit remarquer que même en Uruguay c'était un luxe. Vous me direz que la morale publique et privée n'était pas des meilleures et que cela rendit possible le coup d'Etat dévastateur de Batista; en tout cas, je peux affirmer que jamais ce petit sergent n'arriva à conquérir le peuple qui n'a pas été conquis non plus par ses meilleurs serviteurs dans un passé récent."

Il serait cependant absurde de nier que dans les premières décennies du castrisme, notamment sur base des dollars avec lesquels la Russie payait ses alliances ainsi qu'une grande quantité de travail de la population, certains aspects de la survie du prolétariat à Cuba furent sensiblement améliorés. Non, ce n'était pas seulement de la propagande, il y eut effectivement une amélioration sensible dans l'alimentation, la santé, l'éducation,... et effectivement, à Cuba, on ne voyait pas d'enfants mendier comme dans le reste du monde, ce qui permit au régime d'augmenter la propagande et d'assurer la reproduction de la domination bourgeoise durant toutes ces années, avec peu de troubles sociaux et un grand isolement international des combattants révolutionnaires dans ce pays. Néanmoins, la technologie croissante, l'approvisionnement et les soi-disant succès du gouvernement s'accompagnaient d'un lourd tribut: les gens commençaient à remarquer qu'il fallait travailler plus et surtout qu'il fallait payer de sa vie différentes guerres, comme celle d'Angola, d'Ethiopie-Erythrée,... au cours desquelles désertions et insoumissions ont été sanctionnées comme trahisons à la patrie (11).

Mais dès le moment où le développement de la crise capitaliste en URSS devient inocculable et que la fameuse aide à Cuba commence à se restreindre, la pénurie qui existait en Russie ne peut que se répercuter à Cuba. En effet, dès la fin des années '80, la situation sociale se dégrade, la pénurie des articles de consommation indispensables se généralise. Les événements de 1990-91 en URSS, impliquant entre autre la rupture du pacte impérialiste liant l'URSS et Cuba, aggravent plus encore cette situation, accentuant le manque et la pénurie de tous les produits de base. Fini le temps où l'Union Soviétique "donnait" d'énormes quantités d'argent, vendait du pétrole à bas prix et achetait à Cuba des matières premières pour un prix bien plus élevé que celui qu'il pouvait obtenir à Haïti (du sucre moins cher) ou dans d'autres pays.

Citons quelques chiffres qui donnent une idée de la dépendance de l'économie cubaine par rapport à l'URSS et des résultats du changement d'alliance impérialiste. Alors que les chiffres officiels citent entre 3.000 et 5.000 dollars d'aide quotidienne directe, l'opposition dans laquelle se retrouvent les autoproclamés "anarchistes", situent ces chiffres aux alentours de 12.000 à 14.000 dollars par jour en 1985 (12). Si cela représente le coût du populisme cubain, les chiffres du commerce extérieur peuvent quant à eux donner une idée de l'importance du changement de constellation impérialiste: en 1929, les Etats-Unis absorbaient 78,8% des exportations cubaines; en 1976 l'ensemble des pays de l'Est absorbaient 73% des exportations cubaines, dont 60,8% l'étaient par l'URSS, alors que deux ans plus tard ces mêmes chiffres montrent un changement sensible; 84,4% des exportations cubaines sont destinées aux pays de l'Est autoproclamés "socialistes" (dont 73% à l'URSS) alors que 79,6% des importations cubaines proviennent de ces pays (dont 65,5% de l'URSS) (13).

Quand cette rétribution de l'Etat Russe pour le **travail de mercenaire** qu'effectuait l'Etat cubain toucha à sa fin, étant donné la rupture des alliances impérialistes elles-mêmes produites de l'implosion du modèle antérieur de développement capitaliste en URSS (c'est-à-dire du modèle que le stalinisme appelait "socialisme") et la liquidation politique de la fraction bourgeoise correspondante en URSS et dans les pays alliés, le gouvernement cubain déclara qu'on se trouvait dans une "Période Spéciale" et redoubla les campagnes pour **travailler toujours plus et manger toujours moins**. Les actions de l'Etat pour maintenir toute la population mobilisée en permanence s'accrochèrent, pas seulement sur base d'hypothétiques attaques de l'"impérialisme yankee", mais aussi sur base de la classique politique de l'approvisionnement restreint et centralisé qu'appliquent toutes les puissances en cas de guerre.

Nous allons maintenant présenter comment fonctionne la distribution, et comment la pénurie est le lot de la majorité des cubains depuis la "Période Spéciale". Les membres de chaque famille composent un noyau et chaque noyau a l'obligation de payer une quote-part au "*Comité de Défense de la Révolution*". Les membres d'un même noyau sont inscrits sur un seul livret. Celui-ci sert à faire des achats dans les établissements alimentaires (viande, poisson, fruits et légumes, etc.) d'une zone déterminée et à accéder aux services de nettoyage domestique (lavoirs, ustensiles ménagers, etc.). Ce livret est également nécessaire pour les achats vestimentaires (vêtements, chaussures, etc.). Ce fonctionnement empêche de s'approvisionner de tous les produits énumérés dans une autre zone ou localité. La "Période Spéciale" décrétée en 1990 par Fidel Castro sur l'île se traduit immédiatement par le rationnement d'une bonne part des produits que le gouvernement cubain vend à ses citoyens.

Ainsi par exemple, le peu de protéines que les cubains consommaient est diminué de manière drastique. On réduit jusqu'au ridicule la consommation de viande de tout type; la viande bovine disparaît; le poulet et le poisson se mangent au maximum une fois par semaine. Jusqu'en 1991, la consommation d'oeufs était importante, ce qui compensait le manque général de protéines. Dans tout plat cubain, il y avait des oeufs, tant et si bien que le profond sens de l'humour qui caractérise la population de l'île et qui ne s'efface pas face au tragique de la situation, mettait au centre des blagues l'immense lassitude que ressentait les gens envers les oeufs (14). Mais, cette année-là déjà, il y eut des réductions de la consommation d'oeufs: quatre par semaine par personne. A partir de ce moment, les réductions de toute la consommation alimentaire s'amplifièrent jusqu'à des niveaux insupportables en ce qui concerne les protéines. La consommation d'oeufs fut restreinte à deux par mois!

Ce qui était octroyé pour chaque personne inscrite dans le livret en juin 1993 était: 1/2 livre d'huile par mois, 3 livres de sucre par mois, 6 onces d'haricots par mois, une livre de poisson tous les 15 jours, 3/4 de poulet, 1 gallon d'alcool par noyau, 3/4 de gallon de graisse pour cuisiner par mois, 2 onces de café tous les 15 jours, 4 boîtes de cigarettes par mois, une boîte d'allumettes par noyau, 1 tube de dentifrice -quand il y en a-, 1 savon par noyau, 3 paquets de compresses tous les trois mois, 2 lames de rasoir pour les hommes, 20 pots de compote pour les enfants de 0 à 3 ans, 1 litre de lait par jour pour les enfants de 0 à 7 ans, 2 oeufs par personne et par mois, 1 bouteille de rhum par noyau et un pain de 2 onces par personne et par jour. Les régimes spéciaux pour les adultes malades, les femmes enceintes et les personnes âgées étaient maintenus (15).

Dans certaines maisons, on nourrit la famille entière avec les produits destinés aux enfants. Cette situation s'aggrave encore quand on sait que le yaourt et le lait sont distribués tous les deux jours et que les coupures d'électricité n'aident pas à les maintenir en bon état dans les réfrigérateurs. En ce qui concerne les fruits et les légumes, le régime est tout à fait insuffisant. La nourriture exclusivement préparée à base de riz et de haricots ballonne l'estomac et irrite le cul au point d'avoir des hémorroïdes. Les préjugés alimentaires font que, à Cuba, on méprise le poisson (de toute façon la pêche et la récolte de fruits de mer est interdite) (16). Par-dessus le marché, une partie de la population a des pratiques religieuses qui leur dicte quelle est la nourriture permise. Les régimes végétariens ne sont pas populaires à Cuba.

Le système de distribution des aliments provoque de fortes tensions dans les foyers. Les files quotidiennes sont indispensables pour pouvoir s'approvisionner et les discussions et tensions y sont monnaie courante. Cette activité se déroule publiquement dans les quartiers, tout le monde y participe. Cette obligation de s'y présenter quotidiennement constitue, du point de vue de l'Etat, un mécanisme qui permet de maintenir un contrôle sur les mouvements de la population.

Passer toute sa journée à chercher comment payer et comment se procurer des aliments est le lot de la grande majorité de la population qui, en fin de compte, réussit tout juste à se mettre une assiette de nourriture, de mauvaise qualité, dans le ventre par jour.

Une fille nous raconte: "*il arrive quelque fois que tu aies faim et finalement tu manges n'importe quoi. Ceux qui ont faim sont ceux qui vivent de ce qu'octroie la carte mais il n'y a pratiquement personne qui vive uniquement de cela, les gens du comité aussi vivent de la bourse noire*". "*Ce sont des gens normaux et ordinaires*" nous dit-elle.

Il y a des gens qui disent aujourd'hui qu'avant la "chute de l'URSS", il était possible de vivre avec ce que l'on obtenait de la carte. Mais c'est faux. Comme pour la Russie actuelle et sa situation sociale catastrophique, on idéalise la période passée et ce ne serait pas étonnant que la fraction stalinienne se nourrisse de cette nostalgie pour resurgir comme alternative. Des témoignages directs nous permettent d'affirmer qu'il y a sept ans déjà, il était impossible de vivre de la carte et que le marché noir se développait de manière importante. Ce qui s'est passé durant cette dernière décennie, c'est un saut de qualité dans la pénurie de tout.

Aujourd'hui encore, la majorité des cubains affirment qu'on ne peut pas dire que l'on meure de faim à Cuba mais il est certain que dans l'île la faim existe. La malnutrition et les maladies qu'elle entraîne sévissent de toute évidence. Nous ne voulons pas inonder ce texte de chiffres qui se retrouvent dans n'importe quelle revue spécialisée; retenons seulement que selon l'UNICEF, en 1994, la moitié des enfants cubains entre 6 et 12 ans souffraient d'anémie.

La population carcérale est celle qui subit le plus ces restrictions. Dans les prisons, beaucoup souffrent de malnutrition alors qu'ils sont là précisément pour avoir volé de la nourriture, des chaussures,... Les prisonniers les plus chanceux reçoivent une visite par mois; leurs familles et amis rivalisent d'ingéniosité pour leur apporter des plats cuisinés qu'ils doivent consommer durant l'heure de visite. Il leur est également permis de recevoir des fruits, du savon, des cigarettes, du sucre et de la lecture mais il est réellement difficile, quelque fois impossible, de préparer un sac avec le nécessaire pour contrecarrer et soulager la pénurie dans les prisons. De nombreux prisonniers ne reçoivent aucune visite et beaucoup meurent de tuberculose, de sida et de malnutrition. Même si l'on veut passer cela sous silence, c'est un secret de polichinelle. Un jour, alors que nous logions dans une maison située sur l'île, un camarade dormit assis sur une chaise car il n'y avait pas assez de lits. Nous avons insisté pour partager les lits mais il nous assura que

cela ne le dérangeait pas de dormir assis parce que, nous dit-il, *"dans une cellule dans laquelle j'ai été enfermé, je dormais systématiquement sur une chaise, l'humidité du sol et les cafards m'empêchant de m'étendre sur le sol."*

A propos du mythe de la disparition des classes à Cuba

Un des mythes sur lesquels s'appuie la dite "révolution" est celui qui prétend que l'on aurait réussi à abolir les classes, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'inégalité. Nous avons déjà donné l'argumentation de fond contre cet énorme mensonge, en nous référant à l'économie, la propriété, à l'opposition entre d'une part, les membres de l'appareil d'Etat, propriétaires privés des moyens de production et acheteurs de la force de travail et, d'autre part, ceux qui doivent vendre leur force de travail.

Mais il suffit d'une courte ballade dans la Havane pour que la mystification du socialisme et de la non existence de classes sociales tombe d'elle-même. En montant par la Rampa, on est surpris de voir de grandes maisons, spacieuses et en meilleur état que celles de la Vieille Havane. Il y fait plus tranquille et à mesure que l'on monte, on voit des maisons plus belles, plus "blanches", où la misère est moins apparente.

Quand on parle d'égalité dans l'île, les prolétaires racontent que dans les quartiers résidentiels, on amène des grandes quantités de nourriture: *"Les voitures se rendent discrètement jusqu'aux maisons. Nous avons vu de grandes diplotiendas, des supermarchés, où l'on trouve de tout (depuis l'équipement haute fidélité jusqu'au whisky) et où vont se fournir, depuis des années, les cubains riches."*

D'autres histoires circulent et décrivent la manière de vivre de la bourgeoisie. Ces anecdotes parviennent dans les quartiers pauvres par l'intermédiaire du fils du chauffeur d'un militaire important ou parce que le garde du corps d'untel devait assister au mariage de la fille d'un membre du Comité Central où se rendait "Esteban" ("este ban... dido" -"ce bandit"- surnom donné par les cubains à Fidel Castro). D'innombrables récits circulent autour de cette contradiction bien visible entre luxe et misère. Par exemple, en 1991, quand la supposée "invasion yankee" avait été annoncée comme imminente par le gouvernement et que fut donné l'ordre de mobilisation permanente aux *"Comités de Défense de la Révolution"*, toute la population s'est indignée parce qu'on apprit par la suite que les personnages centraux qui étaient supposés diriger la "résistance" -le Commandant en Chef, son frère et sa suite- participaient au même moment à un immense banquet.

Malgré la multiplicité des couleurs, l'inégalité raciale est connue de tous. Les statistiques parlent d'elles-mêmes: selon les endroits, le rapport entre le nombre de blancs et de noirs est extrêmement différent (de 95 à 5%). L'université et la prison sont deux exemples représentatifs (inutile de spécifier où il y a 95% de noirs et où il y a 95% de blancs!). Autre exemple: la plupart des membres du Parti sont blancs.

Il n'est pas nécessaire de faire une analyse "marxiste" pour constater l'opposition des classes, celles-ci sont visibles par n'importe quel observateur. Les prolétaires, comme dans n'importe quel autre endroit, sont privés de toute possibilité de se ravitailler par eux-mêmes, de pêcher, récolter, collecter et se retrouvent donc en opposition totale au monde de la propriété privée. Là comme partout, le militaire sait que son devoir est de défendre la propriété privée et de réprimer toute personne qui ne voudrait pas la respecter: le vol est défini de la même manière que dans n'importe quel autre pays.

Deux prolétaires noirs nous ont dit: *"Evidemment que l'on veut s'échapper de l'île et nous continuerons à essayer coûte que coûte. Ici nous ne pouvons rien faire, il n'y a même pas de quoi manger. En plus, partout nous sommes discriminés à cause de la couleur de notre peau. Quand il y a une razzia et que la police arrive, elle nous attrape toujours nous, les noirs; ras-le-bol d'être noir pour prendre les coups que donne la police."* Et il ne sert à rien de leur dire qu'aux USA, où ils espèrent aller, il se passe exactement la même chose, que le capitalisme est une société raciste. La réponse est chaque fois: *"Non, à Cuba c'est pire, on te frappe parce que tu es pauvre, on te frappe parce que tu es noir, on t'envoie faire la guerre en Afrique parce que tu es noir et quand on t'envoie en prison, tu vois qu'à l'intérieur tous les prisonniers sont noirs."*

Travail

"Il ne s'agit pas de libérer le travail, mais de le supprimer." -Marx/Engels, L'Idéologie Allemande-

"Le premier devoir du révolutionnaire, c'est le travail; certains ont confondu la révolution avec l'abolition du travail, comme si l'homme pouvait se libérer du travail." -Fidel Castro-

"Si le communisme veut abolir le 'souci' du bourgeois tout comme la misère du prolétaire, il va de soi, qu'il ne peut le faire sans abolir la cause de l'un et de l'autre: le travail." -K.Marx, L'Idéologie Allemande, Ed. sociales, p.214-

Nous allons maintenant raconter une partie de la réalité du monde du travail pour expliquer l'importance du marché noir, de l'absentéisme au travail, du travail "illégal" et des efforts du gouvernement pour maintenir les cubains à un taux élevé de "productivité" afin de montrer les différences qu'il y a par rapport à d'autres pays.

Ce qui correspond au livret de rationnement équivaut à un tiers ou un quart d'un salaire. Mais ce qu'octroie le livret est bien moins que le quart de ce que consomme en réalité un cubain. Et tout ce qui s'achète sur le marché noir est souvent au même prix qu'aux USA ou en Argentine. Rappelons-nous qu'un cubain gagne un, deux ou trois dollars de salaire par mois (au change réel, pas officiel; au change officiel ce serait cent fois plus). Les échanges qu'il peut faire au marché noir sont évidemment bien plus profitables, ce qui permet à beaucoup de survivre. D'où le fait que l'absentéisme au travail soit de plus en plus fréquent et que le nombre de

personnes (surtout des jeunes) qui ne travaillent pas pour l'Etat soit en constante augmentation. Celui qui travaille le fait parce que ce qu'il fait lui "plaît", par "militance", par peur des contrôles, parce qu'il a le sentiment qu'il n'y a pas d'autre solution, pour ne pas être mal vu socialement ou parce que son travail lui rapporte des bénéfices additionnels.

Une peine de prison de quatre ans existe dans l'île pour ceux qui ne travaillent pas (elle n'est pratiquement jamais appliquée), elle est stipulée dans la Loi sur le vagabondage de 1970, loi qui exige que tout homme valide entre 14 et 60 ans effectue un travail ou des études. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a personne pour convaincre ceux qui ne travaillent pas de se mettre au travail. Un ami nous raconta que plus de la moitié de la population de moins de 30 ans de la Vieille Havane ne travaille pas. D'autres nous assurèrent que le travail était la condition essentielle pour ne pas avoir de problèmes avec la "Police Nationale Révolutionnaire".

Ceux qui ne travaillent pas légalement occupent leur journées à diverses activités qu'ils résumant par les expressions suivantes: "estar en el fuego" ou "estar en la lucha o guerra". Toutes ces activités ont en commun l'illégalité qui est déterminée par une situation que plusieurs amis cubains appellent l'"apartheid touristique", une illégalité caractérisée par le simple fait, pour un cubain, d'avoir en main des dollars ou n'importe quelle autre monnaie convertible sur le marché international. "Estar en el fuego" (littéralement "être dans le feu") consiste essentiellement à obtenir des dollars. Une tâche qui n'est pas simple, étant donné que l'Etat cubain, avec la complicité du reste des Etats du monde et au travers des agences de voyages, fait en sorte que le touriste, unique source immédiate de dollars (hormis les possibilités de recevoir de l'argent envoyé de l'extérieur par des amis ou de la famille), dépense son argent dans les lieux qui lui sont destinés et n'ait pas la possibilité d'échanger ses dollars contre des pesos cubains au marché noir. Les étrangers et les touristes sont toujours obligés de payer en dollars, il n'y a que les livres et quelques souvenirs qui se vendent officiellement en pesos cubains. Le change officiel est un peso cubain pour un dollar; dans la rue, vers la fin '93 par exemple, il se payait de 80 à 100 pesos. Cela s'appelle "jineteo" et consiste entre autre à casser le monopole gouvernemental du recours aux dollars. L'aumône, la prostitution, la vente de produits comme le rhum et les havanes, la vente de produits illégaux comme la marijuana et la cocaïne, sont quelques unes des manières de pratiquer le "jineteo".

Un ami de la Havane décrivait ainsi la situation générale: *"C'est un apartheid pur et simple. Nous, les cubains sommes considérés étrangers sur la terre qui nous a vu naître. La vie est difficile à la Havane. C'est une guerre, une lutte quotidienne, un feu dans lequel il faut être prêt à se brûler, en magouillant ('jineteando'), en esquivant, en inventant pour survivre. Le monde ne veut rien savoir de ce qui se passe. On vient en vacances dans l'île mais l'on préfère ne pas voir notre souffrance, pas plus que le mensonge de la Révolution. On préfère le mythe, l'illusion et les plages des Caraïbes. La ville de La Havane vit constamment en état de guerre depuis 1959 sous la menace permanente d'une invasion. Et cette menace est utilisée par le gouvernement pour maintenir une psychose générale qui permet de justifier plus facilement les insuccès de la Révolution. Les succès de la Révolution furent aussi éphémères que sa vérité. La permission de sortir légalement de Cuba fut tantôt une stratégie tantôt un moyen d'obtenir des bénéfices économiques."*

Dans certains cas, des couples de cubains partagent leur vie avec des touristes. Les conjoints considèrent cette relation avec le touriste comme un travail. Ils font la différence entre ce qui est du travail et ce qui ne l'est pas, c'est pour cela qu'ils n'ont pas l'habitude de vivre des conflits dans ce type de relations. Le touriste est une porte d'entrée pour la plupart des lieux de consommation puisqu'il a accès à des lieux où les cubains, parce qu'ils sont cubains, ne peuvent pénétrer.

L'aumône à Cuba a comme particularité de pas sembler en être. Comme dans beaucoup d'autres endroits, ce sont les enfants les spécialistes. Il est impossible de ne pas les voir aux entrées des établissements "areá dólar" ("zone dollar"): la police se charge de faire en sorte qu'ils ne dérangent pas outre mesure les touristes qui les trouvent charmants et ingénus quand ils leur demandent des chiques, des stylos à bille ou quelques centimes. Tous les emballages, de préférence de friandises, constituent un bien précieux pour les enfants cubains qui les collectionnent comme si c'était des images. En 1993, la valeur des stylos à bille pouvait atteindre de 7 à 20 pesos cubains. Et quand les enfants mendiants obtiennent quelques centimes, il ne reste plus qu'à convaincre l'étranger de leur acheter ce dont ils ont envie. Et puis les enfants mendient aussi de la nourriture, évidemment.

Dans l'île, la prostitution des femmes est une situation courante tant pour les paysans, que, évidemment, pour les étrangers, surtout si ce sont des touristes. Malgré les déclarations, l'action et les illusions de la Fédération des Femmes Cubaines, la prostitution des femmes n'a jamais été éradiquée de l'île durant les années de la dite révolution. Dans une société marchande, toute tentative d'empêcher que le sexe soit une marchandise est une illusion imbécile. Avec le développement de la misère, la prostitution n'a fait que se généraliser. Le vieux schéma de Batista comme quoi Cuba était un bordel pour gringos fut réalisé par Castro avec beaucoup plus de succès. Les mulâtresses cubaines se vendant à des prix extrêmement bas constituent un appât de qualité pour attirer le touriste porteur des devises dont ont tant besoin le gouvernement et les capitaux cubains. Aux prostituées professionnelles s'ajoutèrent des femmes, surtout des jeunes filles en quête d'évasion, d'illusions et de rêves, ce qui aggrava la dévalorisation de ce type de force de travail. Cela rapporte des devises au régime quand les touristes avides de sexe à bon marché apportent aux filles de quoi s'acheter une paire de chaussures ou un shampoing au marché noir ou encore un moment d'évasion du cadre de survie que leur impose la carte de ravitaillement. Les filles cherchent à parler d'autres pays, d'autres paysages, d'autres coutumes, à profiter même un instant d'un luxe ou d'un confort que l'on aperçoit derrière les fenêtres des hôtels et que l'on voit dans les films américains. Elles cherchent par dessus tout à s'amouracher d'un touriste, pour qu'il se marie avec elles et les emmène très loin de Cuba. Pour arriver à cela, elles utilisent tous les stratagèmes de la coquetterie féminine. Elles sont propres, peignées, habillées en fonction... et enceintes.

"Dans le cadre d'une nouvelle campagne révolutionnaire à laquelle les travailleurs ont participé massivement, comme cela fut demandé par la Centrale des Travailleurs de Cuba, le 'dimanche rouge' du 4 novembre fut un hommage au 64ème anniversaire de la révolution d'octobre et au 20ème anniversaire de notre révolution. Cette mobilisation se caractérisa par son enthousiasme et sa discipline. Selon les informations reçues de quatorze provinces et de la municipalité spéciale de l'île de la Jeunesse, tous les

syndicats nationaux consacreront l'essentiel de leur force de travail aux préparatifs agricoles concernant la récolte de la canne à sucre qui commencera bientôt, la récolte de café et des tubercules, la plantation du tabac,... et autres travaux agricoles... Interviewé par Gramma, Roberto Veiga, Secrétaire Général de la CTC a déclaré que le 'dimanche rouge' s'est converti en une tradition du prolétariat cubain... La discipline montrée par les travailleurs cubains force l'admiration et cette journée passera dans l'histoire pour ses résultats positifs... Tout ceux qui ont participé à cette extraordinaire mobilisation reçoivent un certificat délivré par l'intermédiaire de leurs sections syndicales respectives".

-Extrait de *Gramma*, "Organe Central du Comité Central du Parti 'Communiste' de Cuba"-

Une femme peut avorter légalement jusqu'au cinquième mois de gestation. Certaines d'entre elles profitent de cette circonstance pour paraître plus pleines et plus "appétissantes". Ce sont les filles du "Malecón" (de la digue), les filles des plages de l'Est. Elles seraient horrifiées de s'entendre appeler "putes" et elles se sentent évidemment violemment rejetées socialement quand on les insulte de "jineteras", surtout quand c'est leur propre mère qui les traite ainsi, ce qui n'empêche pas ces dernières de recevoir avec beaucoup de plaisir les savons, les restes de repas, les rouges à lèvres ou les paquets de compresses que leurs filles arrivent à obtenir.

Elles n'hésitent pas non plus à tenter d'acheter leur sortie de l'île ou à proposer à un homme venant de l'extérieur qu'il la sorte en échange d'argent que payerait, par exemple, sa famille de Miami.

Cette situation est également vécue par les hommes, même si leur expérience est de loin différente. Pour commencer, on ne voit pas de groupes de garçons attendant sur la digue qu'arrive une voiture de "Habana Tour" pour les emmener dans un hôtel. On les voit plutôt courir derrière le ou la touriste pour lui proposer le change de devises, des cigares ou servir de guide, avec l'espoir souvent confessé que vienne l'occasion de rencontrer une femme, quel que soit son style, qui les sortirait de l'île. Des amis cubains nous ont dit: "*peut m'importe qu'elle soit vieille ou laide. Si elle est disposée à se marier avec moi et à m'aider à sortir de l'île, je tomberai amoureux d'elle et je vivrai avec elle le restant de ma vie.*" Ils nous ont raconté plusieurs exemples de ce type de mariage de convenance qui s'étaient concrétisés.

Mais bien sûr, l'économie capitaliste cubaine ne peut vivre uniquement de ces petits travaux au service du secteur touristique que les prolétaires cubains réalisent de manière, disons, informelle, bien que cela soit productif et rentable pour le capital de l'île. Il faut également que les prolétaires vendent leur énergie vitale dans les secteurs de la production matérielle. Comme partout, cette production est organisée sur base du travail salarié et le discours du régime en fait évidemment l'apologie. "*Nous avons beaucoup enseigné le marxisme (...) mais nous n'avons pas enseigné que le devoir numéro un du citoyen est de travailler et de produire avec sérieux, avec discipline. Quand on lit ce qui se passe ailleurs, il nous faut reconnaître qu'ici on a perdu la notion de responsabilité, de devoir au travail. Ainsi, je crois sincèrement que c'est notre problème numéro un, le mal principal contre lequel nous devons lutter.*"

De fait, cette préoccupation concernant le rendement du travail existe depuis le début. Che Guevara organisa le travail volontaire et déjà, dans ce qui fut nommé "*Offensive Révolutionnaire*" à la fin des années '60, un des principaux objectifs était d'augmenter le taux d'exploitation pour créer une nation forte et indépendante.

Voici une citation du discours productiviste, **stakhanoviste** de l'époque: "*(...) le Parti a souligné la nécessité de contrôler les masses pour épauler l'offensive et rejeter le 'sectarisme'. A l'est de Cuba le quartier général de la campagne a déclaré qu'il fallait préparer le peuple pour une 'économie de guerre' et a appelé à ce que s'organisent des 'brigades de travailleurs' pour être envoyées au 'front de la production'. La Confédération des Travailleurs Cubains a exhorté les ouvriers à accomplir ces tâches avec un 'esprit de sacrifice', un 'héroïsme révolutionnaire' et une ferme volonté contrant à la fois les faiblesses et les reproches.*" Comme on peut le voir, le langage de guerre utilisé saute aux yeux. On trouve toujours de bons prétextes pour augmenter l'intensité du "tripalium", de la torture (17).

Défendre qu'en tant que pays sous-développé il faut augmenter la productivité pour arriver au développement, est certainement l'argument le plus utilisé:

"Il faut leur dire, produisez, stabilisez-vous, atteignez les paramètres de production, travaillez. Que la production vienne d'abord et les merveilles suivront. La révolution a effectué de grands efforts pour garantir des emplois à tous les jeunes mais nous sommes un pays sous-développé face à l'impérialisme et bloqué par l'impérialisme."

-F. Castro- (18)

Les "*travailler d'abord et les merveilles suivront*" et autres "*plus il y aura d'efforts productifs, plus il y aura de bénéfices pour le travailleur*" constituent évidemment le fond de commerce du discours classique et général du despotisme du capital, dénoncé depuis toujours par les révolutionnaires:

"L'ouvrier s'appauvrit d'autant plus qu'il produit plus de richesse, que sa production croît en puissance et en volume. L'ouvrier devient une marchandise d'autant plus vile qu'il crée plus de marchandises. Plus le monde des choses augmente en valeur, plus le monde des hommes se dévalorise; l'un est en raison directe de l'autre."

-K. Marx, *Manuscrits Parisiens*, 1844-

Evidemment à Cuba, chaque fois qu'on parle de travail, on parle de révolution; chaque fois qu'on parle de la dégradation des conditions de travail et de vie, on fait référence à ceux qui sont morts pour la révolution, afin de sensibiliser les masses. Voici un fragment de cette politique démagogique:

"A ceux qui se sont sacrifiés pour la révolution, génération après génération, il faut rendre hommage chaque jour, chaque heure, chaque minute, chaque seconde. Que va-t-on dire aux mères qui ont perdu leurs enfants, aux enfants qui ont perdu leurs parents dans la lutte révolutionnaire? Est-ce qu'on va leur dire: si je n'ai pas une maison qui se situe à côté de l'usine je n'y vais pas, je ne vais pas travailler à l'usine?"

-F. Castro-

La violation des horaires de travail, l'absentéisme au travail et le "rythme des Caraïbes" préoccupent énormément les dirigeants du gouvernement:

"S'ils prenaient leurs heures de travail, sans autant de perte de temps dans des casse-croûte et d'autres choses (...) qui durent 10, 15, 20, 35 minutes, une heure, si les gens ne perdaient pas leur temps quand l'heure de la fin de la journée approche, en deux mots s'ils travaillaient comme ils devraient travailler, qu'est-ce que nous avancerions!"

-F. Castro-

Ce que Fidel Castro en tant que chef de patrons ne comprend évidemment pas ou ne veut pas comprendre, c'est que l'ouvrier travaille uniquement pour vivre et que, dès qu'il le peut, il échappe à cet enfer; c'est que, pour le travailleur, la vie commence quand il ne travaille pas. Ce que Castro et tous les agents du capital et de l'Etat ne peuvent reconnaître c'est que la lutte pour travailler le moins possible, la lutte pour la vie et contre le travail, fait partie de la logique même de résistance au travail salarié.

"La force de travail est donc une marchandise que son possesseur, le salarié, vend au capital. Pourquoi la vend-il? Pour vivre... Il travaille pour vivre. Pour lui-même, le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie... Et l'ouvrier qui, douze heures durant, tisse, file, perce, tourne, bâtit, manie la pelle, taille la pierre, la transporte, etc., regarde-t-il ces douze heures de tissage, de filage, de perçage, de travail au tour ou de maçonnerie, de maniement de la pelle ou de taille de la pierre comme une manifestation de sa vie, comme sa vie? Bien au contraire. La vie commence pour lui où cesse cette activité, à table, à l'auberge, au lit. Par contre, les douze heures de travail n'ont nullement pour lui le sens de tisser, de filer, de percer, etc., mais celui de **gagner** ce qui lui permet d'aller à table, à l'auberge, au lit. Si le ver à soie tissait pour subvenir à son existence de chenille, il serait un salarié achevé."

-Karl Marx, *Travail salarié et capital*, 1849-

Ceux qui rendent des services à l'Etat sont récompensés, nous explique quelqu'un qui, après être resté deux ans en Angola et avoir fait bien d'autres sacrifices, a reçu une maison. Pour améliorer l'intensité et la rentabilité, le régime suscite la concurrence entre les travailleurs; ainsi ceux qui se sacrifient le plus reçoivent parfois des récompenses. On nous a ainsi raconté qu'une entreprise qui employait 1.500 ouvriers avait offert un téléviseur au plus travailleur.

Malgré la pénible situation des transports, celui qui arrive trop tard à son travail est réprimandé ou sanctionné par des pertes de salaire qui peuvent aller jusqu'à la moitié du salaire, en cas de récidive. "(...) Il y a une chose très importante, c'est le caractère sacré de l'horaire de travail. Je pense qu'il est inutilement violé, à tout propos, pour n'importe quelle réunion, pour n'importe quelle assemblée et c'est un des problèmes. Si nous arrivions, avec comme principe que l'horaire est sacré, qu'il ne peut être remis en question, je crois que ce serait déjà un pas important." (F. Castro)

Tous ces propos nous montrent que l'on ressasse jusqu'à épuisement à l'exploité qu'il doit se soumettre disciplinairement à l'exploitation, en "oubliant" ni plus ni moins que

"...le travail est **extérieur** à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son être; que, dans son travail, l'ouvrier ne s'affirme pas, mais se nie; qu'il ne s'y sent pas satisfait, mais malheureux; qu'il n'y déploie pas une libre énergie physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. C'est pourquoi l'ouvrier n'a le sentiment d'être à soi qu'en dehors du travail; dans le travail, il se sent extérieur à lui-même. Il est lui quand il ne travaille pas et quand il travaille, il n'est pas lui. Son travail n'est pas volontaire, mais contraint. **Travail forcé**, il n'est pas la satisfaction d'un besoin, mais seulement un **moyen** de satisfaire des besoins en dehors du travail."

-Karl Marx, *Manuscrits Parisiens*, 1844-

En opposition à la réalité de Cuba et à tous les discours officiels, le projet communiste a posé depuis toujours comme perspective l'abolition du travail salarié (et en dernière instance du travail lui-même!), de la propriété privée et des classes sociales.

"Au lieu du mot d'ordre **conservateur** '**Un salaire équitable pour une journée de travail équitable**', ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre **révolutionnaire**: '**ABOLITION DU SALARIAT!**'"

-Karl Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865-

Contrôle

Pour que cette tension sociale permanente dans l'île n'éclate pas, il faut que le contrôle idéologique et militaire qui s'exerce sur la population soit très puissant. Quasi chaque pâté de maisons a son "Comité de Défense de la Révolution". Il est intéressant de réfléchir un instant au rôle des conseils de quartier qui, s'il s'était agi d'une véritable révolution prolétarienne, auraient eu à faire face aux problèmes quotidiens et historiques, et qui servent plutôt ici de centres de contrôle (on sait qui, dans le quartier, travaille

et qui ne travaille pas, qui a des contacts "intéressés" avec les touristes, qui ne va pas voter, qui reçoit des visites, etc). En fait, ces "Comités de Défense de la Révolution" sont les principaux informateurs de la "Police Nationale Révolutionnaire" et du Ministère de l'Intérieur.

A Cuba, le vieux rêve de Staline -faire de chacun un flic- ou de Hitler -tenir un registre permanent de résidence et de voisinage-est devenu une réalité. Il est très difficile pour un voyageur d'aller voir un ami sans que le "camarade" responsable du bloc de maisons ne se pointe "par hasard" pour demander "en passant" qui est le voyageur en question, ou que l'ami ne se fasse interroger le lendemain. Quant à la possibilité de rester dormir chez quelqu'un à l'insu des voisins, et donc des innombrables informateurs de l'Etat, ça relève tout simplement de la mission impossible. Notre propre expérience ainsi que mille et une anecdotes à ce sujet démontrent que les "Comités de Défense" s'informent mutuellement sur qui est qui, et cela de manière systématique. Et si l'appareil policier n'est pas plus efficace, c'est grâce à une certaine résistance passive (on ment, ne fût-ce que par principe, aux comités de La Havane et surtout à ceux de Santiago) et à la bêtise, à l'inefficacité des agents qui se cantonnent dans leur rôle de fonctionnaires et à qui, tout le monde ment et cache des informations.

Le discours suivant, prononcé par Mesa-Lago à l'époque de "l'offensive révolutionnaire" illustre bien la façon dont le Parti exerce son contrôle:

"Pour corriger cette situation (de protestations, mécontentements, confusion et insatisfactions) on est en train de mener une campagne idéologique systématique en recourant à l'ensemble des moyens de masse et aux organismes d'Etat qui regroupent la jeunesse (UJC), les travailleurs (CTC), les femmes (FMC), les petits agriculteurs (ANAP) et les voisins des communautés urbaines (CDR) (...) Les membres du 'Comité de Défense Révolutionnaire' se sont engagés à accroître le niveau de surveillance, à recruter plus de travailleurs volontaires pour l'agriculture, à augmenter le nombre de donneurs de sang, à exercer une pression sur le peuple pour lui faire lire les publications officielles, et à organiser des grands rassemblements de soutien à l'offensive. L'UJC s'est engagée à recruter dans les villes 100.000 jeunes pour les campagnes de l'Ile de la Jeunesse où il y en a déjà 40.000. Quant à la Fédération des Femmes Cubaines (FMC), celle-ci mobilise actuellement ses membres dans le but de mettre fin aux critiques et rumeurs allant à l'encontre des lois et des mesures révolutionnaires. On demande aux ménagères de surveiller leurs voisins, de travailler dans l'agriculture et de contrôler l'influence que maîtres d'écoles, dirigeants des 'jeunes pionniers' et camarades de jeux exercent sur leurs enfants."

Le contrôle à Cuba est exercé par tout le monde, par chaque organisme, chaque institution. L'école ne se différencie en rien des autres écoles du monde, sa tâche est d'encadrer les élèves et de les former pour qu'ils servent à produire du capital. En promouvant le rendement et la concurrence, chacun se doit d'être le meilleur et dispose à cet effet de modèles rigides et hyperstructurés sur la façon d'être. Ici comme ailleurs, le collège a pour fonction d'adapter les enfants au système capitaliste, en les habituant au rythme de travail, aux normes établies, et en leur inculquant l'idéologie dominante. Des camarades cubains nous ont dit qu'on apprend aux enfants à dire, dès que quelque chose va mal: "*C'est pas la faute à Castro, c'est la faute aux Américains.*" C'est de cette façon qu'on apprend aux enfants, dès leur plus jeune âge, à accepter n'importe quel sacrifice au nom de la patrie, à considérer comme normal que leurs parents travaillent toujours plus pour toujours moins à bouffer; de toute façon, c'est toujours la faute de l'ennemi extérieur.

Le service militaire, qui est passé de trois à deux ans, constitue un autre moyen de contrôle. Son fonctionnement et ses objectifs sont les mêmes que dans les autres pays: les soldats sont constamment soumis à la discipline militaire, montent la garde, etc..., et comme pour tous les services militaires obligatoires du monde, on apprend beaucoup à se soumettre et peu à tirer (faudrait pas non plus qu'ils se révoltent!). Un ami nous a dit qu'il n'avait tiré que deux fois tout au long de son service.

Le contrôle du tourisme est fondamental tant d'un point de vue économique qu'idéologique. Il faut que les touristes dépensent un maximum, mais surtout qu'ils **voient** le moins possible. De toute façon, la majorité des touristes vont à Cuba pour s'amuser et profiter des conditions très avantageuses.

Il en va de même avec les "brigadistes" qui vont travailler à Cuba. Ce qui intéresse l'Etat, c'est qu'ils travaillent, qu'ils se conscientisent et défendent l'Etat cubain à l'étranger, mais surtout qu'ils en voient le moins possible et ne parlent pas avec les opposants au régime. Les petites histoires et les blagues sur ce qu'on cache à ce genre de visiteurs ou à propos des fausses informations qu'on leur donne sont monnaie courante. Il y a même des mises en scène jouées à l'intention des délégations étrangères où les discours les plus "spontanés" d'un ouvrier ou d'un écolier ont été soigneusement préparés. Il y a évidemment aussi des blagues qui dénoncent ce qui va mal, qui mettent les pieds dans le plat en caricaturant par exemple les fonctionnaires officiels incapables de dissimuler leur inefficacité.

Répression

Tout au long du castrisme, certains facteurs ont beaucoup fluctué -on a, par exemple, mieux mangé certaines années que d'autres- mais la répression, elle, a toujours été de mise.

Dès le renversement de Batista, apparaissent des organismes spécialement créés pour contrôler et réprimer. Mais qui est visé par la répression? Des bourgeois? Des complices de l'ancien gouvernement? Oui, bien sûr. Mais également, et depuis le début, tous ceux qui veulent orienter vers d'autres voies cette "révolution triomphante", tous ceux qui ne se contentent pas d'un changement de dictateur ou d'une nouvelle forme de domination, et qui veulent une **véritable révolution sociale**. Et comme à chaque fois dans l'histoire, l'Etat bourgeois se réorganise et tente d'empêcher que la révolution dure; la répression se réfugie derrière une prétendue "défense de la révolution" pour désigner comme ennemi tout qui ne l'appuie pas. C'est ainsi qu'aujourd'hui comme hier, ont été

qualifiées de "contre-révolutionnaires" des personnes qui ont lutté pour la révolution, une révolution qui n'est le patrimoine d'aucun parti, d'aucune avant-garde, d'aucun défenseur des "intérêts populaires". Toutes sortes de militants ont été persécutés pour avoir lutté contre l'Etat et le capital, et contre leurs manifestations les plus évidentes: le gouvernement et la bourgeoisie. Sur base du vieux modèle répressif léniniste développé par Staline, on les a accusé de vouloir conserver des vestiges "petits bourgeois". On réprima aussi tous ceux qui considéraient que le castrisme n'avait rien à voir avec une véritable révolution sociale, tous ceux qui défendaient la nécessité de combattre et **de supprimer le travail salarié et l'Etat**, tous ceux qui se positionnaient contre le **projet conservateur du castrisme**.

Par la suite, la répression s'est exercée "pour l'exemple". Les victimes des exécutions auxquelles l'Etat recourt furent rejetées comme des traîtres à liquider, de sorte que même la mémoire de leur action ne puisse subsister. On prétendit fusiller des hérétiques qui, aux yeux du parti incarné dans l'Etat, constituaient un danger pour la "révolution". En général, il s'agissait plutôt d'un danger pour l'ordre bourgeois et étatique que Castro essayait de réorganiser. Nous avons rencontré certains de ces persécutés ou leurs enfants, tous soulignent que le moyen le plus efficace utilisé par les castristes pour anéantir et nier leur lutte, fut de les traiter de "gusanos" (terme péjoratif utilisé à Cuba et signifiant "réfugié cubain") ou d'"agents de l'impérialisme", exactement comme le fit Staline en son temps.

Nous avons également eu l'occasion de parler avec un militant de la première heure qui avait pris part, dans la Sierra Maestra, à diverses batailles historiques mais qui, dès le début, a considéré Castro comme traître à la révolution. Pour lui, il faut recommencer la lutte à zéro et il explique la difficulté de pareille tâche par le fait que, dans le monde, on ne comprend pas qu'à Cuba on persécute les révolutionnaires et que les moindres tentatives de lutte du passé ont été isolées et discréditées par l'action de l'Etat, par ses agents à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et par le soutien général dont ceux-ci ont bénéficié au cours des dernières décennies.

Aujourd'hui, la répression est entre les mains de toute une série d'organismes de contrôle social dirigés par les forces de police, qui regroupent aussi bien des syndicats que des CDR ("*Comités de Défense de la Révolution*"); les plus persécutés sont ceux qui se montrent réticents au travail, les "bandits", les "égoïstes", c'est-à-dire ceux qui osent s'approprier ce qui, juridiquement, est considéré comme propriété de l'Etat. Les poursuites entreprises à leur égard ont le même contenu, la même explication juridique (même les lois sont identiques!) que dans les dictatures dites de type "fasciste": c'est le cas par exemple de l'emprisonnement préventif (pour cause de danger social), ou de ce qui est connu ailleurs dans le monde comme la "loi sur les vagabonds et les malfaiteurs". Ainsi, on a créé la "Loi du Danger Social" qui autorise l'emprisonnement pour un délit qui n'a pas été commis, mais qui pourrait l'être. Cette loi et la Brigade spéciale (des policiers jouissant d'une impunité totale) constituent les principales armes auxquelles le gouvernement recourt quotidiennement pour rétablir l'ordre dans la rue. Vient s'ajouter à cela la Brigade d'Action Rapide, qui sert à "raisonner" les "camarades" mécontents. Aux dires de cette brigade, elle ne réprime que si le Parti a été offensé, maltraité.

A Cuba, les nouvelles font souvent état d'actes de répression. Un jour, au journal télévisé, nous avons entendu que quelqu'un s'était pris dix ans de prison pour avoir volé et tué une tête de bétail appartenant à l'Etat. On nous a expliqué que les bovins servent à donner du lait et ils ne peuvent en aucun cas être tués. Celui qui commet un tel acte est passible de prison. Si une bête meurt, sa viande doit obligatoirement être vendue à l'Etat.

Il n'y pas que pour les vols qu'on réprime. Le refus de faire son service militaire ou d'aller à la guerre est également réprimé. Bon nombre de ceux qui avaient refusé d'aller en Angola se sont ainsi retrouvés dans des camps de travail.

Une belle démonstration de l'impunité dont jouit la police a été révélée à l'occasion de la fête des pères. Pour être sûre de bien manger ce jour-là, la police a fait une rafle sur le marché noir et a saisi des bêtes chez un grand nombre de familles qui pratiquent l'élevage chez elles, pour ensuite les revendre à leur compte ou les manger à l'occasion de cette fête.

En définitive, la répression fonctionne comme ailleurs et les motifs pour lesquels on réprime sont identiques: protestation, vol, résistance face à la police, désertion ou refus de servir de chair à canon de l'Etat. A Cuba, l'exil est un motif supplémentaire de répression: émigrer constitue un délit et tout préparatif en vue de quitter le pays est poursuivi.

Etat et esclavage sont inséparables

*"Quelque soit sa forme, l'Etat n'est jamais rien d'autre qu'une machine capitaliste, l'Etat des capitalistes." -Roig de San Martín, dans **El Productor de La Habana, 1888-***

Partout dans le monde, l'Etat c'est la façon dont le capital s'organise pour reproduire l'exploitation et sa domination. Et même si, comme à Cuba, on le peint dans une autre couleur (en rouge!), il exerce la même fonction. La politique castriste, qui n'est rien d'autre qu'une application de la politique stalinienne, est orientée vers l'Etat.

L'Etat à Cuba se présente comme un gouvernement populaire, ouvrier, socialiste, qui défend les intérêts des travailleurs, redistribue les richesses et se charge de gérer le communisme.

Les révolutionnaires ont, quant à eux, toujours affirmé que la véritable révolution n'a rien à voir avec un gouvernement "ouvrier" (19), et que l'objectif de la lutte prolétarienne n'est pas de prendre le pouvoir politique de l'Etat pour le mettre à son service puisque l'Etat-capital, quelle que soit sa direction, continuera toujours à produire et reproduire du capital. C'est une supercherie

réactionnaire que de prétendre utiliser l'Etat pour servir le prolétariat. L'Etat n'est rien de plus que du capital concentré et constitué en force pour reproduire le salariat comme système.

Cuba ne fait pas exception à la règle. L'Etat n'y est rien d'autre que le capital organisé en force dont la fonction est de concentrer et monopoliser la violence pour garantir la domination et l'oppression et assurer ainsi que les producteurs directs soient désarmés.

Le fait que le prolétariat soit désarmé montre bien ce qu'il en est. Puisque seules la police et l'armée sont autorisées à avoir des armes, ce sont ces deux institutions qui vont s'imposer par la force aux prolétaires placés quant à eux sous la contrainte et exclus du pouvoir. Toute tentative d'organisation ou d'action qui ne passe pas par le régime en place échoue directement. De fait, Fidel Castro insiste pour que tout ce qui touche à la gestion, à l'application de la justice etc. passe par le parti et d'autres organisations: *"Est-il possible pour quelqu'un ici de magouiller sans que le peuple le voit, sans que les masses s'en rendent compte? Nous ne voulons pas mobiliser les masses contre les responsables pour qu'elles se chargent elles-mêmes de mettre fin à ce genre d'activités. Les organisations sont là pour ça."*

Les Etats attribuent la cause des problèmes à des dysfonctionnements accidentels ou intentionnels et proposent, par conséquent, des mesures administratives pour remédier à tous les maux en croyant qu'avec une bonne gestion des marchandises, il est possible de redistribuer les richesses de façon équitable. A Cuba, comme partout, la colère due aux pénuries, à la misère qui monte des rues et tend à s'exprimer contre l'Etat, est canalisée, dans la mesure du possible, vers l'ennemi extérieur (les Yankees, le blocus...). Si ça ne marche pas, alors c'est la bureaucratie et la corruption qui sont montrées du doigt.

"Tous les Etats en attribuent la cause à des dysfonctionnements accidentels ou intentionnels et, par conséquent, proposent des mesures administratives pour remédier à tous leurs maux. Pourquoi? Précisément parce que l'administration est l'activité qui organise l'Etat."

-Marx 1844 (20)-

Tout au long du délabrement de l'économie capitaliste russe, on n'a pas arrêté de dénoncer la corruption et la bureaucratie. Et parmi ceux qui dénonçaient cette faillite, se trouvaient tout aussi bien les éternels défenseurs "critiques" des Etats capitalistes peints en rouge, les trotskystes, que des membres du Comité Central du Parti, de Nikita Kroutchev à Brejnev. Autrement dit, on fait tout ce qu'il est possible de faire pour cacher le fait que le véritable mal se trouve au sein même de la société capitaliste, dans son organisation en force: l'Etat.

La révolution sociale se trouve aux antipodes de ce modèle bourgeois qui prône des réformes menées par l'Etat, qui le défend et critique la bureaucratie et les manquements de l'administration. La révolution sociale ne vise pas à conquérir la direction de l'Etat pour ensuite procéder à toute une série de réformes socio-économiques. De son point à départ à son point d'arrivée, il s'agit d'une **révolution sociale** dont le but est de détruire l'ensemble du pouvoir (militaire, économique, idéologique et politique) de la bourgeoisie pour créer une communauté humaine et mondiale basée sur les besoins humains et non sur ceux du capital et de sa loi de la valeur.

Libération nationale

Il est primordial de critiquer cette idéologie contre-révolutionnaire qui fait toujours autant de mal au prolétariat mondial et qui influence tant de camarades de notre classe sur les cinq continents. La bourgeoisie a développé cette idéologie pour canaliser la lutte du prolétariat et la transformer en une lutte contre un ennemi extérieur.

Au nom de la lutte contre l'impérialisme, l'idéologie de la "libération nationale" a permis à Cuba de justifier les plans d'austérité et la répression à l'encontre du prolétariat. Le principe est toujours le même: nier l'essence universelle du prolétariat en soutenant qu'il y a deux types de pays: les pays impérialistes et les autres. Cette idéologie se situe ouvertement du côté de l'économie nationale et de son développement. Elle constitue l'une des multiples expressions de l'économie politique que notre classe a toujours critiquée. L'unité du capitalisme mondial et son essence invariante sont totalement occultées. On nous présente une économie mondiale divisée en pays comme si l'économie nationale pouvait être impérialiste ou non impérialiste. Dans les faits, il existe un et un seul monde capitaliste qui se développe par pôles et de façon contradictoire. **Toute structuration nationale** du capital tend obligatoirement et irrémédiablement à se constituer en une puissance dans la lutte impérialiste visant à s'emparer des forces productives et des marchés. Autrement dit, le capital de chaque nation est nécessairement impérialiste, alors que le prolétariat, d'où qu'il soit, ne l'est et ne le sera jamais. C'est le capital constitué en force -Etat-, et sous couvert de nation, qui étend sa domination et son contrôle sur d'autres territoires pour s'approprier les forces productives et/ou les marchés. En général, pour atteindre son objectif, le capital peut compter sur le soutien de la bourgeoisie de ces territoires, de cette "nation". Autrement dit, dans cette lutte pour la répartition du monde, il y a coïncidence objective avec d'autres secteurs du capital international. Ce qui n'empêche pas que l'unité entre bourgeois (sociétés anonymes, accords de monopoles, Etat-Nation, constellation d'Etats, Etat mondial), qui se réalise toujours pour faire face dans de meilleures conditions à la guerre commerciale et/ou à la guerre de classes, se décompose à chaque instant en autant de fractions particulières. Dès lors, aussi unie que soit l'action de la bourgeoisie, elle contient toujours l'élément de la division; toute période de paix n'étant jamais qu'une phase de la prochaine guerre.

Analysée d'un point de vue de classe, ce qu'on nomme la libération nationale de Cuba, la "deuxième indépendance" (tout comme la "première"), perd tout son charme, et on peut la dénoncer pour ce qu'elle est: un mythe contre-révolutionnaire. Du point de vue du prolétariat, le travail salarié et l'exploitation sont toujours là; du point de vue de la bourgeoisie, on remplace une fraction du pouvoir

de l'Etat par une autre (21). C'est-à-dire que le pays change de maître et qu'apparaît, petit à petit, un changement dans les rapports de force internationaux conformément aux alliances passées par cette fraction, alliances qui vont être décisives dans l'alignement de Cuba sur l'autre bloc impérialiste (dirigé alors par le Kremlin).

Nous ne répéterons jamais assez qu'une libération nationale ne change en rien les conditions de vie du prolétariat. Depuis les 18ème et 19ème siècles en Amérique (y compris les Etats-Unis) et depuis le 20ème en Afrique, et en Asie des tas de pays ont connu des libérations nationales ou sont devenus indépendants, sans pour autant changer en quoique ce soit les conditions d'existence des opprimés. Bien au contraire, dans ces luttes, qui ne sont rien de plus que des guerres entre fractions bourgeoises, l'unique rôle du prolétariat est de servir de chair à canon et d'y laisser tantôt une jambe, tantôt un bras.

Comme le disait Roig de San Martín:

"Liberté, patrie, gloire, victoire: autant de belles paroles qui pourraient se résumer à l'un de ces deux termes: mort ou misère. (...) C'est derrière ces belles paroles que s'en est allé et s'en va encore l'humble et honnête travailleur, qui, au cours de ces mille et uns combats en tous lieux, perdra une jambe par-ci, un bras par-là et dans la plupart des cas, y laissera la vie elle-même. (...) Lorsqu'ils reviennent, si tant est qu'il leur est donné de revenir, c'est pour découvrir que malgré le sang versé, la patrie n'est pas libre, la gloire est pour les autres, la liberté est leur esclavage, et la victoire, la misérable ascension des moins nombreux au détriment des plus nombreux."

-Paru dans *El Productor* de 1888, sous le titre "*Réalité et utopie*"-

C'est ça le véritable contenu des discours anti-impérialistes de Fidel Castro et de ses agents: utiliser le prolétariat comme chair à canon, le soumettre à l'unité nationale pour renforcer son pouvoir impérialiste. Il est évident que Fidel Castro recourt à ce type de discours lorsqu'il prône la défense des "pays pauvres" (22) en leur proposant de ne pas payer la dette, ou lorsqu'il s'exprime en faveur de "l'indépendance nationale réelle" (23) et de l'autonomie de tous les peuples-patries. Quant à nous, nous sommes pour l'autonomie de classe, contre la conciliation des classes et contre l'union nationale; au mot d'ordre bourgeois et conservateur d'indépendance économique nous opposons le mot d'ordre révolutionnaire d'**abolition de l'économie**.

Citons donc Castro dans un discours prononcé en 1986 qui exprime très clairement l'intérêt de la classe dominante à Cuba. Intérêt qui, ici comme ailleurs, réside dans la négation des intérêts du prolétariat, dans l'assujettissement des intérêts de notre classe à ceux du pays et de sa sacro-sainte économie nationale:

"La première question que doit se poser un cadre révolutionnaire n'est pas de savoir si son entreprise rapporte plus mais bien si le pays en bénéficie plus."

Face à cette apologie d'une productivité nationale toujours croissante et des efforts toujours plus grands à consentir pour la nation, rappelons l'opposition soulignée par Marx entre les intérêts du prolétariat et ceux de l'économie nationale. Dans son commentaire sur le cynisme avec lequel l'économiste bourgeois Ricardo confessait que "*le travailleur ne gagne rien de plus si on augmente la force productive de son travail*" et que "*la rente nette d'une nation... ne concerne en rien le travailleur*", Marx affirme que:

"l'humanité se trouve en dehors et l'inhumanité au-dedans de l'économie nationale."

-Karl Marx in *Manuscrits de 1844*-

"Selon l'économiste national, l'intérêt du travailleur ne s'oppose jamais à celui de la société. En réalité, c'est la société qui s'oppose toujours à l'intérêt du travailleur."

-Karl Marx, idem-

De l'idéologie du moindre mal à Cuba

Bien sûr, les défenseurs de "Cuba" disposent d'un tas d'autres types d'arguments pour atteindre leurs objectifs. Ils nous disent qu'à Cuba il y a plus d'égalité que dans les autres pays latino-américains, qu'il y a eu des améliorations dans le domaine de la santé, que le taux de mortalité infantile a baissé alors que celui de l'alphabétisation a augmenté; bref, ils nous disent que même si Cuba n'est pas la panacée ni le socialisme, c'est quand même un moindre mal par rapport à d'autres pays.

Nous rejetons évidemment en bloc cette idéologie contre-révolutionnaire puisque notre projet historique ne consiste pas à changer certains des aspects de la société capitaliste, mais à la détruire.

Historiquement, l'idéologie du moindre mal a toujours servi de drapeau pour paralyser le prolétariat dans les moments insurrectionnels: "*On ne peut pas tout risquer pour la révolution, il est préférable de se satisfaire de telle ou telle réforme, mieux vaut défendre ce qui a déjà été acquis.*" On connaît la suite: une fois la force offensive du prolétariat neutralisée, il ne reste plus qu'à le massacrer.

D'un point de vue conceptuel, dans le cas de la défense d'un pays ou d'un ensemble de pays, le point de départ est diamétralement opposé à celui de la révolution communiste: on part de l'économie nationale et non de l'être humain, du développement économique et social de la société et non de l'intérêt du prolétariat à la détruire. Et lorsqu'ils crient "*défendons Cuba!*" -un pays au lieu d'une classe sociale-, ils ne font que reconnaître clairement leurs intérêts **impérialistes**.

Quant aux améliorations de la vie sur l'île, elles sont liées, comme nous l'a vu plus haut, à la relation de dépendance du pays vis-à-vis de l'URSS, et à la politique impérialiste menée par Cuba en tant que partie du bloc soviétique. Il ne faut pas oublier que la politique réformiste ("bienfaitrice") de l'Etat à Cuba, à l'image de celle menée, par exemple, par l'Etat d'Israël à l'égard de ses citoyens, est indissociablement liée à la situation de l'île comme avant-poste de pénétration de l'impérialisme russe dans le bloc impérialiste adverse; et que cette politique réformiste était nécessaire pour maintenir l'unité nationale et produire des soldats pour l'Angola ou le Mozambique.

De toute manière, cela ne nous intéresse absolument pas de nous placer sur le terrain des statistiques comparatives pour vérifier si la propagande de l'Etat est correcte ou non, et s'il est vrai que Cuba (au temps où le pays dépendait de l'impérialisme de l'URSS) était plus "égalitaire" que la majeure partie des pays latino-américains ou si les conditions de vie y étaient "meilleures" qu'ailleurs. Face à la propagande des gauchistes à propos de toutes ces réformes, on ne peut que rappeler que les réformes d'Hitler furent tout aussi, si pas plus, spectaculaires que celles-ci; pourtant, aucun gauchiste, jusqu'à ce jour, n'a osé leur accorder une quelconque valeur.

Et ces mêmes gauchistes, qui s'extasient devant la gratuité de certains services à Cuba, sont d'ailleurs fort étonnés lorsqu'on leur rappelle qu'en Espagne la santé est un domaine public et que l'éducation est gratuite, ce qui constitue d'après leurs critères des "acquis du socialisme". Dans la Roumanie de Ceausescu, on faisait croire au prolétariat que les logements sociaux, ou les HLM, étaient un des acquis du régime!

Combattre l'idéologie du moindre mal, c'est dénoncer toutes ces insurrections qui ont été détournées vers le cul-de-sac des réformes pour "un moindre mal", une impasse où sont embusqués les défenseurs du capital, en attente du moment où ils pourront porter le coup fatal. Grâce à l'idéologie du moindre mal combien d'anciens révolutionnaires ont-ils fini par participer au gouvernement pour y gérer les réformes? Combien d'alliances ont-elles été passées avec la bourgeoisie sous prétexte de s'affronter à une autre fraction? Combien de gouvernements ont-ils renforcé la répression (suppression du chômage...) pour améliorer la situation économique? Combien de sacrifices ont-ils été imposés sous prétexte de "jouir" de la liberté démocratique, sans que jamais, au nom de cette même liberté, ne soit mis fin à la répression? Combien de guerres, de renoncements, de sacrifices au nom de ce "moindre mal" qui, en dernière instance, a systématiquement donné lieu au pire de tous les maux: la défaite de la révolution et la survie de ce cataclysme permanent qu'est le capitalisme?

Il reste à préciser encore que le soi-disant socialisme cubain n'a pas toujours été considéré comme un "moindre mal"; beaucoup de "militants" ont défendu Cuba comme s'il était entièrement révolutionnaire. La situation à Cuba a commencé à être perçue comme un "moindre mal" lorsque la réalité est devenue trop flagrante. S'il n'avait été vu que comme un "moindre mal", cela n'aurait pas fait autant de mal au mouvement révolutionnaire. On s'accroche au "moindre mal" pour pouvoir continuer à croire en un processus qui démontre clairement par son développement, qu'il ne peut être révolutionnaire.

Résistance

A Cuba, comme ailleurs dans le monde, la résistance à l'Etat et au système capitaliste revêt plusieurs facettes et présente des formes différentes, plus ou moins subversives, qui vont des protestations verbales à la fuite, de l'absentéisme au travail à l'utilisation plus ou moins organisée d'une manifestation pour tenter de fuir, de la "débrouille" quotidienne à la révolte prolétarienne de 1994 (24). Nous allons mentionner ici quelques cas concrets de protestation et de résistance qui nous ont été racontés par différents groupes de prolétaires avec lesquels nous avons discuté.

Au cours des élections de 93, comme ça c'était déjà passé, les autorités ont été chercher les gens chez eux pour les obliger à voter. Un groupe d'amis s'est mis d'accord pour refuser de voter. D'autres ont voté blanc, inscrivant sur le bulletin: "*plus de nourriture et moins d'élections*", "*SOS*", "*non*", etc...

Il y deux ans, dans un quartier où on avait coupé l'électricité, les habitants ont décidé de protester. Résultat: la police et une brigade de l'armée sont intervenues pour former un cordon et empêcher que la protestation ne s'étende.

Un ami nous a parlé l'existence d'un groupe de militants persécutés pour leurs activités politiques, qui se disent marxistes et qui font très attention lorsqu'ils se réunissent pour discuter. On a insisté pour les rencontrer, mais ils avaient trop peur et ça n'a pas été possible. On nous a également parlé de tracts et de publications qui ont circulé il y a quelques années, mais qui sont difficilement accessible à ceux qui ne restent sur l'île que quelques semaines. On nous a également informé de l'existence d'un groupe qui parle de "véritable communisme" et fait référence aux indiens, au sens de la communauté, à la résistance historique au capitalisme et à l'Etat. Dans ce cas-ci non plus, nous n'avons pas réussi à obtenir plus d'informations.

D'autres amis encore nous ont déclaré: "*Il faut tirer quelques coups de feu, foutre le feu aux diplotiendas, et non pas les prendre d'assaut et foutre le camp en emportant une dizaine de pantalons comme on le faisait avant*". "*Je ne comprends pas qu'on puisse préférer se jeter à l'eau plutôt que de mettre le feu aux diplotiendas et essayer de changer tout ça*."

Un fugitif nous explique ce qu'il a vécu dans la prison où il a séjourné... "*Les prisonniers, un peu avant mon arrivée, s'étaient rebellés contre les conditions d'emprisonnement, ils avaient mis le feu à trois baraquements. La police est arrivée sur-le-champ (il y a une école de police juste à côté) et en a tué deux. Quand moi je suis arrivé, j'en ai vu un en chaise roulante et un autre avec le bras complètement retourné; j'ai appris aussi qu'un groupe de prisonniers s'était armé et avait pris la fuite*."

Une des résistances prolétariennes qui a eu le plus de retentissement fut la protestation des mères qui se sont plaintes de la décision prise par le régime de retirer de la "cartilla" (carte de rationnement) le yaourt aux enfants de plus de sept ans, alors qu'à cet âge là, disaient-elles, les enfants ont précisément besoin de calcium pour leurs nouvelles dents!

Nous avons également relevé cet extrait d'un vieux document officiel dans lequel le gouvernement, craignant des protestations, recommande la modération face à l'abaissement forcé du niveau de vie: *"La diminution de la consommation et les récompenses matérielles, ainsi que l'augmentation des efforts et sacrifices, ont bien sûr des limites. Si la pression exercée par l'Etat dépasse ces limites, on pourrait assister à des manifestations ouvertes de mécontentement. Au début de 1968, Castro a signalé qu'il y avait eu des actes clairs de protestations, et que à la fin de cette année on pouvait comptabiliser 80 cas de sabotage dans tout le pays en l'espace de six mois. D'autres protestations publiques ont été menées par des jeunes qui ont détruit des propriétés d'Etat et brûlé des portraits de Che Guevara."*

Ceux qui appartiennent au monde intellectuel et artistique font souvent figure de rebelle face à l'Etat et parviennent à formuler des niveaux de provocation assez virulents. Mais ce sont également les critiques les mieux tolérées par le régime qui les considère comme faisant partie du patrimoine culturel; ceci dit, on ne respecte et ne tolère que les critiques des plus connus. Les inconnus, quant à eux, sont réprimés et jetés en prison. Des écrivains et des chanteurs-auteurs (Adrián Morales et Carlos Varela) peuvent se permettre de décrire la réalité de l'île et la toute puissance du gouvernement. Un peintre qui avait invité les membres du P"C" à l'occasion d'une exposition plastique, illustre de façon amusante la place qu'occupent les artistes à Cuba. Les membres du P"C" sont entrés alors qu'il n'y avait pas de lumière. Une fois qu'ils étaient tous à l'intérieur, on a rallumé les lumières ils ont alors découvert qu'il n'y avait rien sur les murs, et que sur le sol figurait un énorme portrait de Che Guevara sur lequel ils avaient tous marché. L'artiste responsable de cette farce a évidemment été poursuivi en justice.

Le "tourisme politique" constitue une autre forme de protestation contre le commerce du tourisme géré par le gouvernement qui essaie de vendre, au plus offrant, plages, belles mulâtres, mets typiques, etc... Pour lutter contre cela, une minorité de jeunes tentent de faire vivre au "touriste" les journées typiques d'un Cubain en lui montrant à quel point il est difficile de survivre au quotidien, et de se nourrir avec "la cartilla", etc... C'est une attitude minoritaire qui répond à un sentiment de révolte et qui vise à faire un travail de propagande à l'encontre de la propagande de l'Etat, tout en exprimant une protestation émanant directement de la rue, d'un lieu qui n'a rien d'institutionnel (25).

Ceci dit, le désespoir et l'envie de fuir, restent les sentiments dominant parmi les prolétaires. Dans toutes les conversations que nous avons eues, il y a une constante: le désir d'échapper, d'une façon ou d'une autre, à cet enfer que la police appelle "socialisme".

"Des milliers de Cubains, hommes et femmes, ont joué leur vie en voulant parcourir les 90 miles qui séparent l'île des côtes de la Floride. C'est le genre d'histoires que les touristes, qui logent dans des hôtels et utilisent des transports auxquels les Cubains n'ont pas accès, préfèrent ne pas entendre, pas plus d'ailleurs que les invités du régime ou les hôtes officiels des festivals de cinéma et de théâtre. Ce n'est pas par hasard si Cuba est le pays d'Amérique latine où le taux de suicide est le plus élevé et où on trouve le plus grand nombre d'hommes sous les drapeaux. On pourrait ajouter des milliers de dénonciations et de témoignages sur cette île magnifique transformée en prison par la grâce du 'socialisme d'Etat'." (26)

Et, effectivement, le sentiment qui prévaut parmi les cubains est celui de l'enfermement, de la captivité, d'où les milliers de fugitifs, les dizaines de milliers de personnes qui, par n'importe quel moyen, essaient d'atteindre le "paradis" américain (ce qui démontre d'ailleurs bien à quel point les perspectives de la majorité de la population sont limitées). C'est pour cette raison que chaque fois que l'occasion d'une ouverture vers l'extérieur s'est présentée, les ambassades se sont vues assaillies par des prolétaires désespérés. C'est pour cela aussi que chaque fois qu'il a dit: *"Que celui qui veut partir parte"*, Fidel Castro a dû faire marche arrière de peur de se retrouver seul sur l'île...

Comme chacun sait, la situation de ces prolétaires-là est désespérée. Les autorités cubaines les traitent comme des vagabonds ou des délinquants, les flics des Etats-Unis (la tristement célèbre Migra) les utilisent comme bêtes de somme quand ils ne sont pas directement renvoyés ou enfermés par les Marines américains dans des camps de concentration, comme ce fut le cas sur la base de Guantánamo où, à diverses reprises, les prolétaires se sont insurgés contre les conditions sous-humaines que leur imposait ce fameux paradis (du capital), ce soi-disant pays de la liberté... de mourir de faim!

D'autre part, à chaque fois que Castro a lancé un appel à la protestation contre "les yankees", outre la présence de tout le personnel du Ministère de l'Intérieur (en civil), des dizaines de milliers de prolétaires ont répondu à l'appel. Cependant, il y a eu plusieurs fois des échauffourées et des affrontements, plus ou moins graves, entre les cordons de police et du ministère d'une part et les prolétaires d'autre part. A différentes reprises, comme ce fut le cas à l'occasion de l'invasion de Grenade, des groupes de prolétaires qui participaient à la manifestation se fixèrent comme objectif de rompre le cordon de police et de pénétrer dans l'Ambassade yankee (27). Plusieurs amis qui faisaient partie de ces groupes nous ont expliqué que cette attitude était très courante, mais que les cordons officiels de police étaient particulièrement bien organisés et préparés pour empêcher de tels débordements et qu'il était clair pour tout le monde que les policiers étaient là, non pas pour protester contre les yankees, mais pour contrôler les prolétaires. Ils nous ont raconté qu'il a suffi que les représentants yankees menacent d'ouvrir les portes de l'ambassade (porte qui représente pour des milliers de prolétaires désespérés la porte du paradis de l'exil doré) pour que soit donné, dans les hautes sphères du parti, l'ordre général de mettre fin aux protestations, de démobiliser, de "ne pas provoquer", etc...

A la fin de 1994, la crise capitaliste était telle que le régime dut appliquer les traditionnelles mesures draconiennes prescrites par le Fonds Monétaire International et autres chapelles du libéralisme (28). Le quotidien *El Pais* du 24 mai 1994 titre, dans un rapport de son correspondant à La Havane, Mauricio Vicent:

"LE GOUVERNEMENT CUBAIN APPROUVE LES MESURES ÉCONOMIQUES LES PLUS DURES QUI AIENT JAMAIS ÉTÉ PRISES DEPUIS LA RÉVOLUTION. Forte augmentation des prix pour les services de base, telle l'eau et l'électricité. Dans les milieux officiels, on considère que les augmentations décrétées hier constituent 'une mesure inévitable' visant à récupérer l'excédent de pesos dans les rues et à assainir les finances internes... Ces premières mesures font partie d'un ensemble de mesures que le gouvernement mettra en oeuvre petit à petit, et qui comprend, entre autre, la suppression des subsides aux entreprises déficitaires et aux travailleurs qui se retrouvent au chômage, l'application d'un prix d'entrée pour tous les spectacles culturels et événements sportifs, la suppression des subsides aux cantines d'ouvriers..."

Au même moment, et conformément à ces mesures, on assiste à une augmentation des actes de répression contre tout ce qui est considéré comme "conduite antisociale". La presse officielle internationale annonce:

"CUBA TRAQUE LA 'CONDUITE ANTISOCIALE': Vols, délinquance, crimes; comment enrayer ce fléau? Descentes de police dans des restaurants clandestins, opérations de contrôle dans les entrepôts d'Etat souvent victimes de vols et détournements, poursuites judiciaires contre des chauffeurs de taxis non déclarés,... ont marqué le lancement de la campagne des services de sécurité pour mettre un frein à la montée de la délinquance à La Havane (...) La majorité des délits portent cependant sur les vols de biens dans les entrepôts d'Etat et de productions agricoles étatiques qui alimentent pour près de 60% selon la police, un marché noir des plus actifs en raison des déficiences du marché officiel. Selon des estimations, 30% de la production agricole de la province de La Havane est ainsi détournée." (29)

Et le même journal de poursuivre en expliquant les mesures de répression appliquées pour d'autres types de délits (agressions de touristes, vols de bicyclettes, etc...):

"L'un des instruments juridiques utilisés pour éviter 'la prolifération des lumpen et d'antisociaux' est un article du Code pénal qui autorise la détention, pendant un à quatre ans, de tout individu soupçonné d'être 'antisocial' et d'avoir un 'penchant à commettre des délits'." (30)

La campagne de privation/rationnement et de répression ne pouvait être plus claire. On a ouvertement tenté de supprimer tous les moyens que le prolétariat met en oeuvre sur son lieu de travail ou dans son quartier, pour essayer de "s'en sortir" et se procurer un poulet par-ci, un fruit par-là et un slip encore ailleurs. Dans de telles conditions, **la révolte prolétarienne ne pouvait qu'éclater.**

Malgré le sabotage opéré par la presse internationale, qui démontre bien la complicité existant entre la bourgeoisie mondiale et ses semblables cubains, ils n'ont pas pu occulter le fait que **le prolétariat à La Havane était descendu dans la rue.** On sait qu'il y a eu des manifestations violentes, des affrontements avec la police et d'autres forces de l'ordre de l'Etat, des tentatives d'occupation d'embarcations pour s'enfuir de Cuba, des agressions contre des représentants locaux du gouvernement, etc. On ne dispose malheureusement pas des éléments nécessaires pour évaluer l'impact tant qualitatif que quantitatif de l'affrontement de classe. Nous ne savons pas non plus quels étaient les mots d'ordre lancés par les combattants prolétariens les plus décidés et les plus actifs.

Comme il se doit, le sabotage de l'information fut générale. **La presse du monde entier a donné plus d'informations sur la répression de l'Etat contre la mobilisation populaire que sur la révolte prolétarienne.** On titra plus sur les manifestations générales de soutien au régime et sur les bastonnades du peuple contre les "antisociaux", que sur la révolte proprement dite, reléguée, quant à elle, au second plan et considérée comme le détonateur de cette grande ferveur nationaliste.

Nous reprenons ici, in extenso, un article paru dans un grand journal gouvernemental de la bourgeoisie socialiste espagnole, alliée du célèbre "Commandante en Jefe", dit "Manguito" (31), et qui, pour ce qui est des disparitions et du terrorisme d'Etat, a démontré qu'elle n'avait rien à apprendre d'un Castro ou d'un Pinochet:

"PREMIÈRE RÉVOLTE CONTRE FIDEL CASTRO, LE DÉPLOIEMENT DE POLICIERS ET DE CIVILS ARMÉS A PERMIS DE MAINTENIR LE CALME APRÈS LES TROUBLES QUI SE SONT PRODUITS A LA HAVANE." (32)

"...des groupes de civils armés de bâtons et de tubes en métal, pour la plupart membres des 'Détachements d'Aide Rapide', ont parcouru les rues en lançant des mots d'ordre en faveur de Fidel Castro et contre les Etats-Unis et la 'gusanera' (un 'gusano' est un réfugié cubain) Le calme est revenu après une nuit particulièrement chaude où on a enregistré de nombreux incidents dans le vieux quartier de La Havane et d'autres quartiers qui ont été pris d'assaut par des troupes spéciales armées de fusils, de mitraillettes et circulant dans des petits chars d'assaut.

Vendredi après-midi, peu après que des centaines de personnes se soient affrontées à coups de pierres et de bâtons aux forces de police, qu'ils aient cassé des vitrines de magasins et saccagé des commerces en criant des mots d'ordre à l'encontre du régime, la capitale a été envahie de gens, amenés par bus et par camions par les organisations de masses cubaines ou les centres de travail des environs, qui ont défilé dans les rues en lançant à l'unisson des mots d'ordre en faveur de la révolution et en insultant et en agressant tous ceux qui manifestaient contre le gouvernement.

Au milieu de la foule, Castro 'a exhorté' la population à 'descendre dans la rue' et à 'mettre en déroute les apatrides' sans que soit tiré un seul coup de feu. A la suite de cet appel, de plus en plus de jeunes militants de l'Union des Jeunes Communistes et d'hommes armés de bâtons et de barres de fer se sont rendus dans les quartiers en effervescence, et, à la nuit tombée, différents incidents ont eu lieu principalement dans le quartier de Colón.

'On va casser la gueule à ces individus. Cette révolution, c'est la nôtre, et ils ne vont pas nous la foutre en l'air', disait à minuit, rue San Lorenzo, un policier en uniforme qui incitait un groupe de personnes brandissant des drapeaux cubains, qui ceux du Mouvement du 26 juillet, et à mettre la main sur les 'gusanos' et à les anéantir sans autre forme de procès...

Aux environs de deux heures du matin, au coin de la rue San Rafael et de la rue San Miguel, des forces de l'ordre ont arrêté des gens qu'ils ont emmenés au commissariat. Selon les voisins, il n'y a pas eu d'accusation portée contre eux, ils ont été arrêtés simplement parce qu'ils étaient les plus 'contre-révolutionnaires' et les plus délinquants du quartier."

"LA CRISE DES RADEAUX"

"Des centaines de personnes se sont réunies au port et sur la digue pour essayer de quitter le pays si un autre canot était saisi. Ce qui ne fut pas le cas, mais alors que les policiers dispersaient la foule, celle-ci s'est mise à crier des slogans contre la révolution, à jeter des pierres contre les agents de la force publique et à manifester sur la jetée, ce qui a donné lieu aux incidents graves de La Havane."

"DES MILLIERS DE CASTRISTES 'OCCUPENT' LE CENTRE DE LA HAVANE POUR DÉFENDRE LE RÉGIME RÉVOLUTIONNAIRE" (33)

"La police affirme qu'il y a eu 35 blessés, dont 10 de son côté, lors des incidents de vendredi... Il a également été rapporté que: 'des groupes importants, responsables des troubles, ont été arrêtés et seront sévèrement jugés'... Finalement, Castro a déclaré, avant de partir pour la Colombie, que si la 'contre-révolution' fomentait de nouveaux incidents dans la capitale, on éviterait de recourir aux armes et que ce serait la population elle-même qui se chargerait de mettre fin au 'désordre' sans coup de feu. Toutefois, le président a averti que si les policiers sont agressés avec des armes ou qu'ils risquent leur vie, ils devront se défendre."

"PREMIÈRES ÉTINCELLES"

"La manifestation qui a donné lieu aux affrontements avec la police était spontanée. Tout s'est déclenché quand des centaines de personnes se sont réunies sur les quais et la digue pour suivre les saisies de barques chargées de passagers, saisies qui ont eu lieu pendant trois jours consécutifs au port de La Havane. Beaucoup de personnes présentes ont manifesté à la presse leur volonté de quitter le pays, éventuellement par canot."

Malgré des mots d'ordre tels que: 'A bas le socialisme!' ou 'Ça va se casser la figure', les manifestants exprimaient plus leur crainte due à la situation économique et à l'impossibilité d'émigrer qu'une attitude idéologique cohérente."

La nuit du vendredi, des centaines de policiers et membres des Détachements d'Aide Rapide, ont arrêté chez elles et dans les rues, des personnes ayant participé aux événements ainsi que des voisins parmi les plus contestataires et les plus problématiques. Ce fut une nuit chaude au cours de laquelle des ouvriers plutôt costauds ont donné quelques raclées sérieuses à ceux qui refusaient de manifester leur fidélité à la révolution."

L'exil et l'opposition politique formelle

Ici, comme ailleurs en Amérique latine, l'opposition officielle aux régimes de terrorisme d'Etat déclaré est dominée par la social-démocratie et le libéralisme. Ici, comme partout, l'exil organisé est une institution contrôlée par la contre-révolution, par le spectacle de ceux qui disent lutter, de ceux qui disent représenter les autres.

Basé aux Etat-Unis, l'un des grands modèles de développement capitaliste, l'exil cubain, plus que tout autre encore, est un exil contrôlé, dirigé par la fine fleur de la bourgeoisie cubano-américaine, par les vieilles dames du Country Club, par les fils à papa de l'exil de Miami, en opposition totale avec la triste réalité vécue par le prolétariat à Cuba et en exil.

"Nous avons appliqué à l'exil le climat social qui règne à Cuba. Une ambiance empreinte de snobisme, de niaiserie, de sottise et de médiocrité. La grossièreté des riches cubains ne connaît pas de limites surtout lorsqu'il est question d'apparaître dans la chronique sociale, bien que ces chroniques soient infestées de lieux communs, de termes banals et de tournures conventionnelles."

A quoi ressemble le quotidien à Miami? Des petits déjeuners, des déjeuners et des dîners somptueux, des 'cocktail parties', des hommages, des défilés de mode, des fêtes caritatives, des représentations en tout genre, des adieux de célibataires, des anniversaires de mariage, des célébrations de noces d'argent, des bals costumés, des carnivals de municipalités en exil; ou encore, le carnaval de Miami, la fête de 'la Calle Ocho', le festival de 'l'Orange Bowl' et le Grand Festival du monde hispanique. La société cubano-américaine regorge de 'comités organisateurs', de 'présidents', de 'Chairpersons', de 'leaders actifs patriotiques', de journaliers, de commandants et de médecins, d'anciens combattants et d'anciens détenus, bref d'anciens de toute sorte, de prix en tout genre et de toutes catégories. On se targue d'avoir Goizueta chez Coca-Cola et Bujones au Ballet. A Miami, l'exil se résume, en gros, à ces activités récréatives. Les 'marielitos', les petits délinquants, sont la honte de l'exil car ni la couleur de leur peau ni leur façon de parler ne rappellent Cuba. C'est une race à part qui vient d'une autre planète et n'aurait jamais dû sortir de Cuba. Le niveau d'américanisation est tel que toutes les activités sociales et 'patriotiques' commencent par la traditionnelle prière, prononcée par un prêtre respectable ou par un non moins prestigieux révérend protestant." (34)

C'est pour cette raison, et parce que partout dans le monde l'opposition au régime castriste a été assimilée à une position de droite, qu'il est si difficile de maintenir et de développer des positions de classe qui aillent à contre-courant. C'est pour cela aussi qu'il est si facile pour le régime castriste d'amalgamer droite et gauche derrière le terme "gusano" et de dénigrer ainsi également les véritables révolutionnaires.

Mais la réalité est très différente. Et malgré les discours de l'Etat à Cuba et aux USA, **des oppositions de classe** se sont développées dans l'exil et ailleurs. Les appareils centraux cubain et nord-américain n'ont jamais cessé de se faire de l'oeil (Cf. les rapprochements entre Reagan et Castro), les bourgeoisies des deux côtés se sont toujours respectées et côtoyées; les valeurs défendues ont toujours été les mêmes; de là ce mépris généralisé dans les deux pays pour les "délinquants", les "marielitos", ceux qui ont osé s'en prendre à

la sacro-sainte propriété privée. Le véritable moteur des bourgeois, à Cuba comme dans l'exil, c'est le dollar et c'est pourquoi, malgré les discours théâtraux de Castro contre les "gusanos", ceux-ci n'ont jamais cessé de l'admirer et de chanter ses louanges.

L'extrait plutôt ironique qui suit concerne le climat qui règne parmi les étudiants cubains de Miami, il donne une petite idée, malgré les formulations un peu confuses de l'auteur, de cette opposition de classe dans l'exil, ainsi que du copinage entre les "gusanos" et les castristes.

"L'exode ne croit pas à l'anti-communisme (35). Il croit seulement aux 'intérêts' qu'il en tirera. La couleur de l'exode, c'est le vert: non pas le vert des palmiers, mais celui des billets du 'Federal Reserve Board'... Nous, les militants anti-castristes, on nous traite de gangsters. Plus d'un petit papa chéri a obligé sa fille étudiante à rompre la relation qu'elle entretenait avec son jeune fiancé parce qu'il appartenait à une organisation anti-castriste. Les jeunes demoiselles prient leur bien-aimé de ne pas s'immiscer dans les associations d'étudiants cubains. Les chers pères demandent à leur tendre progéniture 'de ne pas se mêler de politique' parce que la politique, c'est sale... Ce qui est mignon, c'est que de nombreux pères sont assez naïfs pour croire que, si leurs chers enfants se réunissent avec des gens de la Brigade Antonio Maceo, c'est simplement pour 'participer à des activités civiques et culturelles', qui n'ont rien à voir avec de la vilaine politique. Comme partout, ces stalinistes en courte culotte sont les petits-chefs mal élevés qui se repentissent d'être bourgeois et n'osent être des prolétaires. Les pères de l'exode désirent que leurs enfants fréquentent les enfants des 'meilleures familles'. Ces grands messieurs honnêtes et dignes issus de la classe moyenne ne sont pas étonnés d'entendre que plusieurs 'maceitos', plusieurs camés, sont morts d'overdose. Ils savent pertinemment bien que leurs garçons et filles fument de la marijuana, prennent de la cocaïne et couchent avec les 'maceitos' et 'maceitas'. Autrement dit, afin de mettre leurs enfants en relation avec la jeunesse dorée exilée, ces très chers puritains de la classe moyenne n'hésitent pas à prostituer et à droguer leurs filles et leurs fils. Ceci explique pourquoi tant d'anti-communistes se laissent convertir au castrisme. Les pires de tous sont ceux qui se disent plus anti-communistes que quiconque sous prétexte qu'ils ont participé à l'ancien régime militariste du 10 mars. Ce sont les premiers à avoir participé à l'ancien dialogue. Ce sont également les premiers à avoir dansé la conga dans le dos du petit tyran capricieux des Caraïbes, et à avoir chanté: 'Fidel, Fidel, mais qu'a-t-il donc Fidel que les Américains ne savent comment s'y prendre avec lui?' Pas étonnant, dès lors, que les anti-communistes nous surnomment 'les infiltrés' quand on parle de lutte contre la faim et l'oppression, pas étonnant non plus qu'ils nous traitent de 'traîtres' quand on dit qu'il faut tendre la main aux dissidents du marxisme. Après tout, nous, les partisans de la liberté et de la dignité humaine, avons la réputation d'être des 'affamés'." (36)

Les Cubains qui se définissent "libertaires" ou "anarchistes" n'ont jamais constitué une véritable opposition de classe autonome contre l'exil bourgeois organisé, bien qu'au début, de nombreux prolétaires en lutte aient poursuivi, sous cette bannière, la lutte historique entreprise un peu plus tôt; ceux-ci malheureusement, déjà décimés par une répression sanglante ont vu leurs dernières velléités détruites par l'isolement dans lequel le milieu "militant" international -y compris "libertaire"- les a placés. Voici comment ils parlent de leurs origines historiques:

"Avant le triomphe révolutionnaire, les anarchistes cubains étaient regroupés au sein de l'Association Libertaire de Cuba (ALC), une organisation de moyenne importance vivant de peu de moyens et surtout active dans le milieu syndical. L'opinion généralisée était anti-Batista et beaucoup de camarades ont participé activement à la lutte armée. D'autre part, sur le plan des idées, le personnage de Fidel Castro, vu sa formation et sa conduite antérieure, n'était pas très populaire dans les milieux anarchistes. A cette époque-là, on se tournait plutôt vers d'autres organisations révolutionnaires, pas précisément vers celle dirigée par Castro. Le triomphe de Fidel Castro en 1959 fut bien accueilli par tout le peuple de Cuba ainsi que, naturellement, par les membres de l'ALC. Cependant, vu les mesures arbitraires prises par le gouvernement au sein des syndicats ouvriers au nom de la révolution et avec le soutien des communistes cubains, il y eut un changement de position de l'ALC qui commença à douter des véritables intentions des révolutionnaires. En 1960, suite à une polémique avec les communistes déjà au gouvernement, débuta une période de persécution contre les militants anarchistes qui se trouvaient dans l'opposition. La recette castriste était, et reste, l'exécution, la prison ou l'exil. Des camarades dévoués ont été fusillés, condamnés à de longues peines de prison ou obligés de s'exiler. Ce fut un coup mortel porté aux idées libertaires à Cuba et l'épilogue apparent de nombreux sacrifices. Impuissants face à la répression, quelques camarades restés à Cuba dans la clandestinité ont fini par disparaître définitivement dans les oubliettes des anarchistes du monde entier, peu soucieux du sort qui leur avait été réservé.

En 1961 naît le Mouvement Libertaire Cubain en Exil (MLCE), qui a pour objectif de combattre Castro et d'améliorer la situation des prisonniers et de ceux qui sont tombés dans l'oubli. Pendant une dizaine d'année, nous avons fait des efforts surhumains pour tenter de persuader la moitié du monde libertaire du bien-fondé de la cause que nous défendions. Indifférence, silence ou rejet clair et net, telles ont été les réactions à nos démarches, qui se soldaient le plus souvent par des conflits ou des critiques acerbes."

Tout comme le mouvement officiel de "l'anarchisme" n'a pas fait une critique révolutionnaire du développement du capitalisme en Russie, mais s'est borné à une critique de la forme de domination politique du stalinisme -ce qui équivaut à la critique démocratique bourgeoise traditionnelle (libérale, social-démocrate, démocrate-chrétienne...)- les libertaires cubains n'ont pas été capables de s'autonomiser, et encore moins de s'opposer à la critique bourgeoise dominante qui réclame **la démocratie** pour Cuba. Pire encore, comme on peut s'en rendre compte d'après les citations de *Guámgara Libertaria*, au lieu d'accuser Fidel Castro d'être le meilleur représentant du mode de production capitaliste et de l'exploitation bourgeoise sur l'île, les libertaires cubains acceptent et critiquent le "communisme" (sans guillemets!) à la Castro. Au lieu de dénoncer le castrisme comme la plus haute expression de l'Etat bourgeois **contre** le communisme, comme la falsification grossière de toute théorie socialiste et communiste, ils critiquent son côté trop autoritaire, trop partisan, trop "communiste"; exactement comme l'a fait la bourgeoisie libérale du monde entier. Pas étonnant que l'opposition bourgeoise et le régime capitaliste cubain lui-même s'en soient trouvés satisfaits.

Bien sûr, il y a des revendications de classe dans les journaux libertaires, et notamment dans le plus important de ceux-ci, le *Guánqara Libertaria*, où l'on trouve de nombreux articles qui revendiquent la lutte historique du prolétariat international dans le monde entier et à Cuba en particulier (les luttes historiques pour la journée des huit heures, les affrontements aux siècles passés, les dirigeants historiques du prolétariat à Cuba tel que Roig de San Martín et bien d'autres...). Cependant, les antagonismes de classe entre bourgeoisie et prolétariat n'apparaissent jamais clairement; il y a plutôt une tendance à verser dans l'anarchisme bourgeois, dans le social-démocrétinisme, en revendiquant la lutte anti-dictatoriale en général et le patriotisme cubain en particulier, à l'image de ce que font toutes les fractions bourgeoises.

Prenons deux exemples clés du point de vue programmatique: la libération nationale et la démocratie. Au lieu de revendiquer le trajet classiste et **anti-patriotique** du mouvement révolutionnaire du prolétariat cubain depuis Roig de San Martín, les libertaires tombent dans la **revendication bourgeoise de la libération nationale** et de son héros, José Martí qui, bien qu'il ait essayé de récupérer le personnage de Roig de San Martín, a une conception et une pratique totalement contraires à celui-ci. De fait, en revendiquant l'indépendance et la libération nationale, nos libertaires se retrouvent en fort charmante compagnie aux côtés de Fidel Castro et des "gusanos" de Miami. Même le buste de José Martí a été imprimé sur les billets "socialistes" émis par l'Etat castriste! Enfin, à l'instar des anarchistes bourgeois, ils se disent anti-dictatoriaux et pour la liberté, et vont parfois (comble d'audace!) jusqu'à **opposer la démocratie aux dictatures** (37)... et même, dans certains cas, jusqu'à opposer à Batista ou à Castro l'un ou l'autre gouvernement démocratique en place avant eux.

Autrement dit, bien qu'ils se soient revendiqués de toute une série de luttes ouvrières, de prestigieux dirigeants prolétaires (comme le font beaucoup de fractions et partis bourgeois), les "libertaires" et "anarchistes" cubains n'ont pas été capables de s'extraire de **l'immonde dépotoir où s'entassent les opposants démocrates bourgeois au "régime dictatorial"**. En ce sens, ils ne se différencient aucunement des fédérations libertaires d'Amérique et d'Europe, et leurs positions dominantes sont telles que, tout comme la CNT espagnole en 1936, ils pourraient tout à fait participer à un gouvernement anti-dictatorial ou anti-fasciste, et constituer ainsi un des meilleurs bastions de la contre-révolution. Nous nous trouvons à la limite historique d'une **conception qui n'a pas fait la rupture avec la démocratie, la marchandise, le capital...** qui n'a pas rompu avec notre vieille ennemie, la social démocratie, véritable parti bourgeois pour les ouvriers et les "libertaires" cubains s'inscrivent ainsi en opposition totale avec ces révolutionnaires qui se disaient eux aussi socialistes, anarchistes et communistes, mais qui ont réellement lutté pour imposer la révolution.

Et maintenant ?

Il serait un peu prétentieux d'intituler ce dernier chapitre "Conclusions" ou "Perspectives". Nous préférons terminer par quelques remarques générales qui résultent des discussions que nous avons eues avec des camarades et des amis cubains sur ce qui pourrait arriver à court et moyen terme.

La situation du prolétariat à Cuba est franchement **insupportable**. Mais comme chacun sait, même si elle l'est suffisamment pour donner lieu à des actes de protestations, de révoltes et d'explosions, actes dont le nombre ne peut qu'augmenter à l'avenir, c'est encore totalement **insuffisant pour donner lieu à une solution révolutionnaire**. Vu la triste situation actuelle du prolétariat international: absence d'associations, de média de classe, de structures révolutionnaires internationalistes,... rien ne nous autorise à être optimistes.

Concrètement parlant, il est très difficile d'évaluer jusqu'à quel point le prolétariat rejette réellement le régime, et ce tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Ici comme ailleurs, les gens peuvent très bien faire de l'humour à l'encontre du gouvernement parce que le prix de l'huile a augmenté, et le soutenir ou voter pour lui le lendemain. Par conséquent, celui qui se plaint du régime n'est pas forcément contre: il peut protester en faisant la queue, parce qu'il n'a pas trouvé de lait et quand même apporter son soutien au régime. On pourrait comparer cela aux prolétaires qui, dans d'autres pays, rouspètent à qui mieux mieux dans les bars et sur les places publiques alors qu'ils continuent à aller voter et que, globalement, leur comportement est tout à fait celui des bons citoyens. De plus, à Cuba, il faut tenir compte du fait que les protestations sont fortement biaisées par l'idée qu'on se fait des modèles européen et américain: "démocratie et consommation à tous les coins de rue"; ce qui constitue un élément conservateur et de stabilisation de premier ordre, comme on a pu le remarquer dernièrement avec les pays d'Europe de l'Est. Comme partout dans le monde, le stalinisme, la pratique et la théorie du "socialisme dans un seul pays" ont porté un coup terrible et profond au prolétariat international, non seulement en termes immédiats en lui imposant des conditions de travail toujours plus dures, en le soumettant toujours plus à l'exploitation et la misère extrêmes, mais également et surtout en termes beaucoup plus fondamentaux en détruisant ses aspirations, ses positions, ses objectifs; bref, en lui imposant en plus de la **contre-révolution directe et physique, une profonde contre-révolution idéologique**.

Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il existe bel et bien un certain niveau de mécontentement généralisé parmi les prolétaires, une envie de tout changer, mais en même temps la peur est très présente et on les entend souvent dire qu'ils sont prêts à se battre, mais qu'ils ne veulent pas être les premiers à commencer de peur de la répression. De plus, dans ce climat de mécontentement généralisé, il y a un manque évident de direction, non seulement pour ce qui est des objectifs du mouvement, mais aussi pour ce qui est de savoir qui, ou qu'est-ce qui, est responsable de cette situation. C'est sûr qu'ici, plus que n'importe où ailleurs, tout le monde s'accorde pour dire que ça va mal. Cependant, ce qui est déterminant, ce n'est pas ce que les gens disent, mais ce qu'ils font et feront dans les moments décisifs. Or, vu la désorganisation totale et le manque d'orientation du prolétariat d'une part, et le niveau d'organisation du Capital tant dans sa fraction castriste que dans sa forme dite démocratique d'autre part, rien ne nous permet d'être trop optimistes quant aux années à venir. Comble du comble, alors que, dans les autres pays, la bourgeoisie s'organise en

attendant de pouvoir soit intervenir, soit investir selon ce qui se passera à Cuba, le prolétariat, lui, observe l'île de loin et attend passivement que les événements se produisent. Non seulement, il ne se solidarise pas avec les luttes difficiles du prolétariat cubain, mais, qui plus est, on le mobilise souvent pour soutenir la "souveraineté nationale cubaine" ou autour d'autres mots d'ordre bourgeois et impérialistes; seule une minorité de révolutionnaires à contre-courant sont réellement solidaires des luttes du prolétariat à Cuba.

C'est précisément au nom de cette lutte pour la véritable solidarité de classe internationaliste et au vu des dégâts que le modèle cubain a fait en canalisant, en récupérant et anéantissant les luttes du prolétariat mondial, qu'il est **fondamental de dénoncer le régime cubain**. Nous espérons que cette contribution, dont nous voudrions que la diffusion soit aussi large que possible, constitue une étape supplémentaire dans cette tâche indispensable pour que plus jamais ne soit construit un mythe semblable sur les bases ô combien néfastes du socialisme bourgeois, du socialisme dans un seul pays.

Notes

1. A contre-courant de la gauche bourgeoise qui dénonce uniquement la "bureaucratie" cubaine, notre groupe a toujours dénoncé la tyrannie castriste, comme une **dictature capitaliste** similaire à toute autre tyrannie, que ce soit celle de Pinochet, de Somoza ou de Videla. Cf. par exemple, dans *Communisme* No.34, l'article "A propos de l'apologie du travail" qui met en évidence l'équivalence entre stalinisme, nazisme et castrisme (page 20 et suivantes).

2. Cf. dans ce même numéro l'article "Argent ou Socialisme".

3. Il est certain que Guevara par son côté romantique formula certaines des vieilles affirmations du programme révolutionnaire mais pour les reporter à une étape ultérieure, le "communisme", qu'il considérait distinct du "socialisme". C'est-à-dire que ce n'est pas uniquement dans la théorie contre-révolutionnaire du "socialisme dans un seul pays" que les "barbus" répétaient la fumeuse invention de Staline; ils reproduisaient dans la pratique cette fausse distinction entre "socialisme et communisme", distinction inventée par le stalinisme pour justifier que dans le "socialisme" stalinien toutes les catégories mercantiles continuaient à exister: valeur d'échange, argent, salaire... Du point de vue révolutionnaire, socialisme et communisme désignent la même chose, une société sans marchandise, ni argent, ni travail salarié, même si nous considérons bien plus adéquat pour désigner notre mouvement et la société qui en surgira, le terme: **communisme**. Dans l'article "Argent et Socialisme" nous développons un peu plus cette question.

4. Voir *Le Monde Diplomatique* d'août 1994.

5. *"Ce pouvoir de l'Etat est cependant pure apparence. Il peut bien jeter dans la circulation autant de billets qu'il veut avec tous les noms monétaires qu'il veut, mais son contrôle cesse avec cet acte mécanique. Emporté par la circulation, le signe de valeur, ou le papier-monnaie, tombe sous le coup de ses lois immanentes."* -K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, p.86.-

6. *"Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter: la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce."* -K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*-

7. La traduction de "parallèle" à Cuba mène à un jeu de mot: "para-[los]-lelos"; ce qui se traduit littéralement par: "pour les sots", une expression utilisée sarcastiquement par les cubains.

8. Cf. l'avertissement effectué dans la présentation: la légalisation de certains aspects de ce marché noir, ne changea rien d'essentiel dans la vie quotidienne du prolétaire cubain.

9. Le problème n'est évidemment pas de réprimer les spéculateurs, mais de prétendre éliminer le symptôme sans attaquer les causes, problème propre à tout réformisme. La révolution prolétarienne luttera pour la destruction de la loi de la valeur, cause de toutes les spéculations, la répression de la spéculation et/ou des spéculateurs n'étant qu'un aspect accessoire de la lutte contre le capital et ses lois.

10. *Guáragara Libertaria* No.23 de 1985 ajoute ces juteux commentaires qui caractérisent l'ambiance générale dans l'exil à Miami en présentant ces chiffres: *"Les historiens officiels cubains (en se référant à l'opposition bourgeoise de Miami) utilisent les statistiques d'avant 1959 pour démontrer que le 'Cuba d'hier' n'était pas un pays sous-développé... Des statistiques qu'il faut compléter, en ajoutant que nous sommes le peuple le plus présomptueux de tout l'univers, avec les chroniqueurs les plus pompeux, emphatiques, spectaculaires, arrogants et prétentieux de la terre..."* A propos de *Guáragara Libertaria*, nous développons plus avant nos critiques par rapport à ce groupe dans le chapitre "L'exil et l'opposition politique formelle".

11. Cf. *Communisme* No.41 "Plus ça change, plus c'est la même chose!", et en particulier l'explication sur l'amélioration de certains aspects de la santé, l'enseignement, l'alimentation de la population... comme condition pour assurer l'unité nationale, indispensable pour l'action impérialiste de Cuba dans l'orbite de l'ex-URSS; ces améliorations s'interrompirent avec la fin de cette constellation impérialiste.

12. *Guáragara Libertaria*, vol 6, numéro 23 de 1985.

13. Ces chiffres sont extraits de IZTOK, *"revue libertaire sur les pays de l'Est"* publié en français à Paris, No.13 de septembre 1986 qui cite comme source *"Courrier des pays de l'Est"* de janvier 1980 et *"Problèmes de l'Amérique Latine"* No.64 de 1982.

14. En voici une qui donne une idée de comment, à Cuba, dans la situation de misère du prolétariat, on voit le reste du monde. Il s'agit d'un congrès mondial pour étudier les meilleurs pièges à rats que la technologie actuelle ait mis au point. Le représentant "Yankee" commence et montre sa découverte: une petite plate-forme avec un système électronique, le rat entre et un rayon laser le désintègre en une fraction de seconde. Le russe poursuit avec un objet terriblement encombrant: le rat entre et une lourde

plaque en acier tombe sur lui et l'écrase. A la fin, le cubain arrive avec une vieille planche en bois, un oeuf et un clou rouillé. Le rat entre, il voit l'oeuf et s'écrie, en relevant brutalement la tête: "encore un oeuf"! Il va évidemment s'enfoncer sur le clou.

15. Quand ce n'est pas spécifié, il s'agit de la ration par mois. 1 gallon = 4,5 litres, 1 livre = 460 grammes, 1 once = 28 grammes.

16. En général tous ces préjugés furent imposés sur base d'une combinaison de terrorisme d'Etat et d'idéologies (religions, mythes, légendes,...) à l'origine de l'implantation capitaliste. Ils furent entretenus par tous les gouvernements, celui de Castro inclus, en tant que condition fondamentale de l'existence du capital. Il est évident que le capital ne peut fonctionner que si la force de travail est séparée de ses moyens de subsistance. L'exclusion de toute possibilité de récolte, chasse, pêche,... est une condition indispensable à l'existence de l'esclavage, qu'il soit salarié ou non. C'est pour cela que, dans des zones historiques de chasse et de pêche, on interdit de se rendre dans les bois ou à la mer. On emprisonnait ou on coupait un membre à celui qui était surpris en train de chasser ou pêcher et l'on entretenait des légendes comme quoi monstres et loups hantaient ces zones interdites. On inculquait ces fadaises dès le plus jeune âge pour faire peur et perdre les habitudes/réflexes d'autosubsistance. On imposa aux esclaves la consommation de produits marchands: haricots, farine, etc. Aujourd'hui il y a des régions, comme par exemple au Brésil, où la population crève de faim juste à côté d'un lieu où elle pourrait pêcher mais plutôt que de le faire, pour subsister, elle dépense toute son énergie à se procurer une poignée de riz et de haricots.

17. Rappelons que le mot "*travail*" provient très précisément du latin "*tripalium*" qui désignait un instrument de torture. Cf. à ce sujet les No.14 et 34 de notre revue *Communisme* (anciennement *Le Communiste*) à propos de la lutte communiste contre le travail.

18. On constate ici clairement l'assimilation effrontée que réalise Fidel Castro comme tous les capitalistes, entre productivité du travail d'un côté et de l'autre intensité et extension de la journée de travail. Du point de vue du prolétariat, cette distinction est fondamentale parce qu'une réelle augmentation de la productivité, c'est-à-dire une augmentation de la puissance productive du travail, permet en principe de travailler moins longtemps et moins intensément pour produire la même chose. Ou, si l'on veut, produire beaucoup plus sans travailler plus, sans dépenser plus d'énergie, de force de travail. Ce que défend Castro, dans cette citation, comme dans tous ses discours, c'est justement le contraire: que le prolétariat travaille plus, plus longtemps et avec plus d'intensité, c'est-à-dire **qu'il crache plus de sang, de sueur et de larmes, qu'il laisse plus de vie pour le capital.**

19. Cf. *Communisme* No.40: "Contre l'Etat - Critique de la politique". Pour une critique de l'Etat populaire, voir *Critique du programme de Gotha*, de Marx.

20. Extrait du texte de Marx: "Gloses critiques en marge de l'article 'Le Roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien'", in *Communisme* No.40.

21. Nous faisons ici abstraction d'un secteur important de la bourgeoisie qui a toujours été au pouvoir et/ou qui s'est toujours adapté aux changements dans l'Etat bourgeois cubain, un secteur qui comprend Fidel Castro lui-même (si l'on prend en considération la propriété économique des moyens de production) et certains de ses camarades ministres qui ont participé à la dictature de Batista (tels que Carlos Rafael Rodríguez ou Blas Roca), ou encore certaines expressions politiques du capital tel que l'ancien "PSP", l'historique Parti "Communiste" Cubain avec à sa tête le célèbre Aníbal Escalante, qui a toujours su manoeuvrer pour justifier sa position invariante en faveur de l'Etat capitaliste et contre le prolétariat.

22. Ce type d'expression et d'autres telles que "le tiers monde", le développement et le sous-développement, le centre et la périphérie,... constituent toute une terminologie idéologique qui définit le monde en fonction de la vision et des intérêts interimpérialistes des différentes fractions bourgeoises mondiales. Elle sert à occulter la véritable essence du capitalisme mondial et sa **contradiction centrale**: constance du capitalisme contre la révolution sociale, développement national et guerres impérialistes contre défaitisme révolutionnaire et destruction du capitalisme... c'est-à-dire société bourgeoise contre révolution communiste.

23. Comme si, dans le système capitaliste, il pouvait exister un pays "vraiment indépendant"! En réalité, comme l'histoire le montre, **l'indépendance n'est rien d'autre que le cri de guerre impérialiste d'une puissance contre une autre** (comme ce fut le cas par exemple en Amérique latine où l'appel à l'indépendance fut utilisé par l'Espagne contre l'Angleterre, ou plus récemment encore par la Russie contre les Etats-Unis). Mais à peine l'indépendance est-elle acquise que se confirme la dépendance généralisée propre à toute économie nationale.

24. Ne disposant pas des informations nécessaires sur le véritable caractère de classe de cette révolte, nous faisons abstraction dans ce chapitre de ce qui a peut-être été la plus importante tentative armée contre le régime: la lutte dans l'Escambrey où des milliers de cubains armés ont dû rendre les armes et se sont fait fusiller. Tout ce qu'on sait, c'est que cette révolte, contrairement à d'autres tentatives de ce genre organisées depuis les Etats-Unis, n'a pas été soutenue par la bourgeoisie et l'Etat de ce pays, ni par aucun autre pays d'ailleurs. Le peu de fonds et d'armes récoltés dans l'exil pour soutenir le mouvement ont échoué dans les mains de la répression: c'est dire s'ils n'ont pu compter que sur eux-mêmes!

25. La rédaction de ce texte date de 1995, mais certains points portant entre autres sur les approvisionnements, le dollar et le marché noir ont été rédigés en 1993 avant la légalisation du dollar; nous avons choisi de ne pas les modifier.

26. Extrait de *Nouvelle incitation au socialisme, le socialisme face à l'Etat*, Ivan Etcheverry, Ed. Reconstruire.

27. Pour entretenir le spectacle des mauvaises relations de voisinage, il n'y a officiellement pas d'"ambassade" à Cuba. Mais en réalité, les Etats-Unis possèdent à La Havane un bâtiment pour les relations avec le gouvernement de Fidel Castro qui, de fait, remplit les mêmes fonctions qu'une ambassade, sans être officiellement une ambassade et sans que le responsable général ne détienne le titre d'Ambassadeur officiel.

28. Nous laissons le qualificatif "néo"-libéralisme à la gauche de la bourgeoisie. Nous considérons, quant à nous, que le libéralisme n'a rien de nouveau et encore moins d'original, même si Castro l'applique.

29. *Le Soir*, 11 avril 1994.

30. Comme on le voit, il n'est pas nécessaire d'avoir fait grand chose pour se farcir quelques années de taule! Cet exemple constitue un cas extrême de terrorisme légal pratiqué par l'Etat cubain, sans doute difficilement égalable par d'autres régimes dans le monde.

31. "Manguito" (manguier) est l'un des nombreux surnoms utilisés par les cubains pour désigner Fidel Castro: la mangue, disent-ils, se trouve perchée très haut sur son arbre, tout le monde attend qu'elle tombe et personne n'ose aller la chercher.
32. Article paru dans *El País*, le 7 août 1994, et signé par le correspondant à La Havane, Mauricio Vicent.
33. Paru dans *El País*, le 8 août 1994. Article également signé par Mauricio Vicent depuis La Havane.
34. Angel Aparicio Laurencio dans "Cuba te espera... o el festival de la Hispanidad", in *Guámgara Libertaria* No.23, 1985.
35. Nous demandons au lecteur de bien vouloir nous excuser de mettre une citation où l'auteur fait référence au "communisme" sans les guillemets pour désigner le régime castriste et le modèle russe du capitalisme.
36. Alfredo Leiseca dans *Guámgara Libertaria* No.15, 1983.
37. Comme l'ont toujours affirmé les communistes, la démocratie c'est toujours une dictature bourgeoise.

ARGENT OU SOCIALISME

Le socialisme bourgeois, quel que soit sa forme (sociale-démocratie formelle, stalinisme, trotskisme,...) considère que socialisme et argent, marchandise et socialisme peuvent coexister; les révolutionnaires affirment invariablement, quant à eux, qu'**argent et socialisme sont incompatibles**, que toute société organisée autour de la production et de l'échange de marchandises est une société bourgeoise, que toute société où l'argent est le médiateur de l'homme est **une société capitaliste**.

Et quand les staliniens, ou ceux qui les soutenaient par leur appui critique, parlaient de "pays socialistes", de "camp socialiste", d'"Etats ouvriers", les véritables **communistes** dénonçaient, eux, la théorie "marxiste-léniniste" de l'Etat ouvrier en un seul pays (depuis la variante trotskiste de "l'Etat ouvrier dégénéré" jusqu'à la version stalinienne du "socialisme en un seul pays") et affirmaient clairement le caractère capitaliste de tous les pays du monde. Pour les communistes, l'action et la politique menées par ces Etats qui s'auto-proclament socialistes et communistes sont fondamentalement bourgeoises et l'ont toujours été.

L'article que nous présentons sur Cuba dans ce numéro se suffit à lui-même pour dénoncer le capitalisme et le despotisme bourgeois régnant dans ce pays. Néanmoins, il nous a semblé intéressant d'illustrer notre propos en le présentant conjointement à un vieux texte de parti qui traite du véritable **antagonisme existant entre le capitalisme et la société humaine**. Comme on pourra le constater, les vieux "brouillons et manuscrits", que Karl Marx griffonna vers 1844 dans l'un de ses cahiers, démontrent on ne peut plus clairement l'**antagonisme fondamental** entre une société basée sur l'**échange et l'argent** d'un côté, et une société **communiste**, véritablement **humaine**, de l'autre.

La lecture de la description de la société mercantile faite par Marx suffit pour situer sans aucune hésitation les sociétés cubaine, chinoise ou coréenne d'aujourd'hui, et russe d'hier, dans le monde de la marchandise et de l'argent, c'est-à-dire dans le monde capitaliste. Il nous paraît d'autant plus important de lire et relire ce matériel historique au vu de la réalité actuelle! Impossible ensuite de ne pas percevoir avec plus de force encore l'antagonisme total entre une société que le "**socialisme**" **bourgeois** nous présente comme modèle et une société réellement humaine, une société dans laquelle n'existe ni argent, ni travail salarié, ni marchandise. On pourrait ne pas comprendre pourquoi nous lions le texte de Marx à celui sur Cuba, parce qu'en réalité le "cas cubain" n'a rien de particulier,... et c'est vrai qu'il n'y a aucune raison particulière de faire de cette société un "cas cubain", qu'il n'y a pas non plus d'"économie cubaine" qui soit différente de celle des autres pays, différente de l'économie capitaliste mondiale. Nous sommes conscients de tout ceci, même s'il n'existe pas comme société différente, le "cas cubain" existe bel et bien comme "cas" **idéologique**, et s'il est vrai que le socialisme à Cuba est un mensonge total, ce **mensonge existe comme force matérielle** et a causé un tort bien réel au mouvement révolutionnaire. Nous pensons que le texte qui suit permet de lutter contre ce mensonge.

En outre, la lecture du texte de Marx donne encore plus de clarté et de force à notre thèse centrale sur la destruction du capitalisme, une destruction qui n'a rien à voir avec la nationalisation et l'étatisation de l'économie ou des moyens de production, mais qui commence précisément lorsque **le prolétariat assume positivement son opposition historique à la loi de la valeur et impose sa dictature pour détruire le travail salarié**. Si la lecture de ce texte se fait dans cette perspective et avec cette optique, la publication de ces vieux manuscrits de Marx aujourd'hui, ici et maintenant aura accompli sa fonction, et ce texte sera à nouveau **une arme de la critique révolutionnaire** de ce monde en putréfaction, une arme pour la constitution de la véritable **communauté humaine mondiale**.

oOo

Avant de commencer, il nous faut encore éclaircir un point. Nous aurions pu -nous aurions dû- intituler ce chapitre "Argent ou Communisme" plutôt que "Argent ou Socialisme". En effet, pour désigner le mouvement social de destruction de l'ordre capitaliste, mais aussi pour qualifier notre propre parti, nous préférons toujours parler de "COMMUNISME". Le mot désigne beaucoup mieux la communauté humaine résistante et luttant contre la société de classe. De plus, pour se référer à la société future, c'est un terme plus global que socialisme, socialisme révolutionnaire ou anarchisme,... utilisés, eux aussi, par notre mouvement. Par ailleurs, depuis le premier Manifeste de 1847, le terme "communisme" est employé pour affirmer la rupture programmatique avec la social-démocratie (dont les composantes de l'époque s'appelaient majoritairement "socialistes"), ce qui constitua un nouveau jalon, tant dans la définition du mouvement social d'abolition de l'ordre établi que dans la dénomination du parti révolutionnaire, même si,

comme on le sait, il est impossible d'empêcher que la contre-révolution utilise ce terme à ses propres fins (ce dont elle ne s'est jamais privé).

Ceci dit, l'invention révisionniste (et principalement celle de l'Etat russe dans sa phase stalinienne) qui distingue le socialisme du communisme et considère la société communiste comme une société supérieure, postérieure, **différente** de la société socialiste, a créé une confusion totale quant au projet historique du prolétariat révolutionnaire. Cette invention avait un but politique très clair, indissociable de la théorie du "socialisme en un seul pays". Comme on ne pouvait occulter le fait que l'argent, la marchandise, la loi de la valeur etc. régnaient en Russie, les idéologues du stalinisme expliquèrent que tout cela serait aboli plus tard, sous le "communisme", mais que sous le "socialisme" il était normal que cela existe. Par cette pirouette révisionniste, on faisait croire au prolétariat international que cette expression monstrueuse de la société capitaliste était en réalité "le socialisme", qu'il fallait travailler pour elle (augmentation du taux d'exploitation capitaliste) et la défendre (recrutement pour la guerre impérialiste). La recette fonctionna si bien que, dans la foulée, tous les pays où l'Etat se définissait "socialiste" décidèrent d'adopter le même modèle, et le monde entier (y compris les fractions bourgeoises rivales pour qui cette falsification était bien utile) appela "socialisme" une société marchande où la force de travail continuait d'être une marchandise. Le régime castriste appliqua au pied de la lettre le procédé et aujourd'hui encore, dans les écoles à Cuba, on apprend que le régime est socialiste, mais pas communiste. En réalité, les termes "socialisme" et "communisme" désignent **historiquement le même type de société**, sans exploités ni exploités, sans marchandise, sans argent, sans travail salarié, sans Etat. Et c'est précisément parce que nous ne voulons laisser aucune place à l'ambiguïté stalinienne (castriste) que nous avons choisi pour notre titre l'opposition argent/socialisme. Elle exprime exactement la même chose que l'opposition argent/communisme, c'est à dire l'antagonisme entre un mode de production salarié et une production directement socialiste, mais, dans ce cas particulier, elle a l'avantage d'être plus explicite dans l'affirmation du socialisme (et pas seulement du communisme!) comme société humaine, comme société basée sur la production de l'homme pour l'homme, ne laissant aucune place à l'argent, la marchandise, l'échange ou le travail salarié.

oOo

Les extraits que nous présentons ici ont été sélectionnés (et soulignés par nous) dans Karl Marx: *"Oeuvres, Economie II, Notes de lecture, in Bibliothèque de la Pléiade"*. Ils proviennent des premiers cahiers écrits par Marx en 1844, avant *"La question juive"* et l'article sur le *"Roi de Prusse"* publiés dans *Vorwärts* la même année. Comme on le verra, la première partie du texte fait référence à la société marchande bourgeoise et la dernière à la société humaine, au socialisme, au communisme. Nous avons ajouté trois sous-titres pour faciliter la lecture et quelques commentaires pour expliciter l'actualité de ces matériaux:

1- Argent et aliénation

2- Société marchande et déshumanisation de l'homme

3- Produire comme êtres humains

oOo

1. Argent et aliénation

"Ce qui, de prime abord, caractérise l'argent, n'est pas le fait que la propriété s'aliène en lui. Ce qui est aliéné, c'est l'activité médiatrice, c'est le mouvement médiateur, c'est l'acte humain, social, par quoi les produits de l'homme se complètent réciproquement; cet acte médiateur devient la fonction d'une chose matérielle en dehors de l'homme, une fonction de l'argent. (...)

A travers ce médiateur étranger, l'homme au lieu d'être lui-même le médiateur pour l'homme, aperçoit sa volonté, son activité, son rapport avec autrui comme une puissance indépendante de lui et des autres. Le voilà au comble de la servitude. Rien d'étonnant à ce que ce médiateur se change en vrai dieu, car le médiateur règne en vraie puissance sur les choses pour lesquelles il me sert d'intermédiaire. Son culte devient une fin en soi. Les objets, isolés de ce médiateur, ont perdu leur valeur. C'est donc seulement pour autant qu'ils le représentent qu'ils possèdent une valeur, tandis que primitivement il semble que l'argent n'avait de valeur que dans la proportion où c'est lui qui représentait les choses. Ce renversement du rapport primitif est nécessaire. Ce médiateur est, par conséquent, l'essence de la propriété privée qui s'est perdue elle-même, qui s'est aliénée; il est la propriété privée devenue extérieure à elle-même, expulsée d'elle-même, tout comme il est la médiation entre les productions des hommes, mais une médiation aliénée, l'activité générique des hommes séparée de l'homme. Tous les caractères qui appartiennent à l'activité générique de la production, propres à cette activité, sont dès lors transférés à ce médiateur. L'homme s'appauvrit d'autant plus comme homme que, séparé de ce médiateur, celui-ci devient plus riche. (...)

*Pourquoi la propriété privée doit-elle aboutir à l'argent? Parce que l'homme, être sociable, doit tendre à l'échange et parce que l'échange -la propriété privée étant supposée- doit aboutir à la valeur. **En effet**, le mouvement médiateur de l'homme qui échange n'est pas un mouvement social humain. Il n'est pas un rapport humain, mais le rapport abstrait de la propriété privée à la propriété privée, **et ce rapport abstrait, c'est la valeur qui n'existe réellement comme telle qu'en tant qu'argent.**"*

Comment est-il encore possible de douter du caractère fondamentalement capitaliste des dits "pays socialistes" après une description aussi pertinente et puissante de l'unité dialectique (indissociabilité et détermination multiple) entre argent, échange et propriétés privées, aliénation, valeur, déshumanisation de l'homme? Mais quelle falsification que cette utopie réactionnaire qui prétend éliminer un de ces éléments tout en laissant les autres intacts! Et que dire alors de ceux qui continuent à défendre qu'ici ou là la propriété privée a été abolie, alors que persistent l'argent, le monde mercantile et le salariat!

"Puisque, en échangeant, les hommes ne se comportent pas entre eux comme des hommes, l'objet perd sa signification de propriété humaine, personnelle."

"L'échange de l'activité humaine au sein de la production tout comme l'échange des produits humains entre eux s'identifient à l'activité et à la jouissance génériques dont la réalité consciente et véritable sont l'activité sociale et la jouissance sociale. **La nature humaine de l'homme étant la vraie communauté des hommes**, ceux-ci produisent en affirmant leur nature, la communauté humaine, l'être social qui n'est pas une puissance générale, abstraite en face de l'individu isolé, mais l'être de chaque individu, sa propre activité, sa propre vie, sa propre jouissance, sa propre richesse. Cette communauté ne naît donc pas de la réflexion, elle semble être le produit du besoin et de l'égoïsme des individus, autrement dit l'affirmation de leur existence elle-même. Il ne dépend pas seulement de l'homme que cette communauté soit ou ne soit pas; mais **tant que l'homme ne se reconnaîtra pas comme tel et n'aura pas organisé le monde humainement, cette communauté aura la forme de l'aliénation**: sujet de cette communauté, l'homme est un être aliéné à lui-même. Les hommes sont ces êtres aliénés, non pas dans l'abstraction, mais en tant qu'individus réels, vivants, particuliers. Tels individus, telle communauté. Dire que l'homme est aliéné à lui-même, c'est dire que **la société de cet homme aliéné est la caricature de sa communauté réelle, de sa vraie vie générique; que son activité lui apparaît comme un tourment, ses créations comme une puissance étrangère, sa richesse comme pauvreté, le lien profond qui le rattache à autrui comme un lien artificiel, la séparation d'avec autrui comme sa vraie existence; que sa vie est le sacrifice de sa vie; que la réalisation de son être est la déperdition de sa vie; que dans sa production il produit son néant; que son pouvoir sur l'objet est le pouvoir de l'objet sur lui; que, maître de sa production, il apparaît comme l'esclave de cette production.**"

On voit ici jusqu'à quel point l'argent implique la caricature de la communauté humaine. Une société basée sur l'échange généralisé est une société **nécessairement** aliénée et dans une société de ce type, l'activité humaine productive ne peut être autre chose qu'un calvaire, une torture, c'est-à-dire du **travail**.

"L'argent incarne l'indifférence totale vis-à-vis de la nature de la matière, la nature spécifique de la propriété, tout autant que vis-à-vis de la personnalité du propriétaire; l'argent incarne la domination totale de l'objet aliéné sur l'homme."

Ce n'est plus la domination de la personne sur la personne, c'est désormais la domination universelle de l'objet sur la personne, du produit sur le producteur. De même que l'équivalence, la valeur implique le concept de l'aliénation de la propriété privée, de même **l'argent incarne l'existence matérielle de cette aliénation.**"

Comment les staliniens et les castristes peuvent-ils encore, après cela, présenter l'argent comme un simple moyen nécessaire au développement du socialisme, et dont ils ne pourraient pas se passer! Le manuscrit de Marx confirme ici que l'argent en lui-même est la relation humaine déshumanisée; il est la fausse communauté entre les hommes, il est la domination du produit sur le producteur, de la chose sur l'être humain, il est l'expression objective de la société aliénée.

2. Société marchande et déshumanisation de l'homme

"J'ai produit pour moi et non pour toi, tout comme tu as produit pour toi et non pour moi. Le résultat de ma production n'a pas plus de rapport avec toi que le résultat de ta production n'a de rapport directement avec moi... en d'autres termes, **notre production n'est pas une production de l'homme pour les hommes comme tels, elle n'est pas une production sociale.**"

Ceci requiert une petite parenthèse. Il est évident que la production capitaliste est une production sociale et le travailleur un travailleur collectif. Mais ce sur quoi Marx veut insister ici, c'est sur le fait même que la production n'est pas **directement sociale**, n'est pas directement production de l'homme pour l'homme, c'est-à-dire une production directement **socialiste**, et, qu'au contraire, le produit des uns ne **se transforme** en produits pour les autres qu'à **travers le marché**, à travers l'aliénation généralisée, à travers l'opposition réciproque et généralisée entre acheteurs et vendeurs de marchandises. Le fait que la production soit une production de marchandises et que la socialisation soit une socialisation à posteriori, constitue la clé de l'existence de cette société en tant que guerre de tous contre tous.

"Aucun de nous n'a, en tant qu'humain, un titre de jouissance sur le produit de l'autre. En tant qu'humains, nous n'existons pas pour nos productions réciproques. Notre échange ne peut donc être le mouvement médiateur qui confirmerait que mon produit t'es destiné parce qu'il est la réalisation de ton propre être, de ton besoin. Car **ce n'est pas l'être humain qui relie nos productions l'une à l'autre**. L'échange ne peut que mettre en oeuvre, confirmer le comportement de chacun de nous vis-à-vis de son produit, donc vis-à-vis de la production de l'autre. Chacun de nous ne voit dans son produit que son intérêt matérialisé; il voit dans le produit d'autrui un intérêt égoïste autre que le sien, indépendant de lui, un intérêt matériel qui lui est étranger."

Certes, en tant qu'être humain, tu te rapportes humainement à mon produit. Tu éprouves le besoin de mon produit, objet de ton désir et de ta volonté. Mais ton besoin, ton désir, ta volonté sont impuissants en face de mon produit. Autrement dit, ta nature humaine (qu'un lien profond rattache nécessairement à ma production humaine) n'est pas ta puissance, elle ne te donne pas de droit de propriété sur cette production, car la particularité, la puissance de la nature humaine ne sont pas reconnues dans ma production. Elles sont plutôt le lien qui te rend dépendant de moi, parce qu'elles te mettent dans la dépendance de mon produit. Loin d'être le moyen de te donner un pouvoir sur ma production, elles sont plutôt le moyen de me donner un pouvoir sur toi.

Lorsque je produis plus qu'il ne me faut immédiatement, le surplus de ce que je produis est calculé avec raffinement eu égard à ton besoin. C'est seulement en apparence que je produis ce surplus. A la vérité, je produis un autre objet, l'objet de ta production que je voudrais échanger contre ce surplus, un échange que j'ai déjà accompli dans mon esprit. Le lien social où je me trouve par rapport à

*toi, mon travail pour satisfaire ton besoin, n'est donc qu'une apparence, et notre intégration mutuelle n'est elle aussi qu'apparence: leur base, c'est le pillage réciproque. **L'intention de voler et de tromper est, nécessairement, bien dissimulée...***"

Dans ce type de société -et cela du plus particulier au plus général- "*l'homme est un loup pour l'homme*", du fait même que la production est motivée par la convoitise pour ce que produisent les autres, du fait même que toute la sphère de la production est déterminée par la nécessité de s'approprier ce qui est produit ailleurs, du fait même que la production est soumise à la dictature du profit; et il ne faut pas s'étonner lorsque cette opposition généralisée, cette guerre de tous contre tous, prend la forme d'une guerre ouverte, d'une guerre militaire, d'une guerre entre puissances, d'une guerre entre constellations impérialistes. Dans d'autres travaux de notre parti, on décrit de façon beaucoup plus générale la société dominée par la loi de la valeur et soumise au taux de profit ainsi que la nécessité de la guerre impérialiste. Ici, cette guerre généralisée est définie à un niveau beaucoup plus particulier, celui où "je produis pour un autre". Néanmoins, de la même manière que l'analyse de la cellule de base de la société bourgeoise - la marchandise - est la clé de toute la société actuelle, **cette description simple (abstraite) de la production particulière pour l'échange contient en germe toute la catastrophe de la formation sociale bourgeoise.**

*"Notre échange étant intéressé aussi bien de mon côté que du tien -chaque égoïsme voulant dépasser l'autre- nous cherchons à nous voler réciproquement. Il est vrai que le degré de pouvoir que je reconnais à mon objet sur le tien réclame ton approbation pour devenir un pouvoir réel. Mais notre approbation réciproque du pouvoir respectif de nos objets est **un combat, et pour l'emporter il faut avoir plus d'énergie, de force, d'intelligence ou d'habileté.** Si la force physique suffit, je te vole directement. Si la force physique n'est pas de mise, nous cherchons à nous duper réciproquement, et le plus faible trompe l'autre. Peu importe, du point de vue du système dans son ensemble, lequel des deux a eu l'avantage. La tromperie idéale, escomptée, s'opère des deux côtés, autrement dit chacun a trompé l'autre dans son propre jugement.*

*Par conséquent, pour les deux parties, l'échange se réalise nécessairement par l'intermédiaire de l'objet de la production et de la possession réciproques. Le rapport idéal avec les objets réciproques de notre production est certes notre besoin réciproque. Mais le rapport réel et vrai qui finit par s'imposer est dû uniquement à la possession réciproque et exclusive du produit. Ce qui donne à ton besoin de mon objet une valeur, une dignité, un effet à mes yeux, c'est uniquement ton objet, l'équivalent de mon objet. Notre produit réciproque est le moyen, la médiation, l'instrument, le pouvoir reconnu de nos besoins les uns vis-à-vis des autres. Ta demande et l'équivalent de ta possession sont donc pour moi des titres ayant même valeur, et ta demande n'a de signification -c'est-à-dire d'effet- que si cette signification et cet effet me concernent en quelque manière. Si tu n'es qu'un être humain, privé de cet instrument, ta demande est pour toi un désir non satisfait, et pour moi un caprice irréel. En tant qu'être humain tu n'as aucun rapport avec mon objet, car moi-même je n'ai aucun rapport humain avec lui. Mais le moyen est le vrai pouvoir sur un objet, et c'est pourquoi nous considérons réciproquement notre produit comme le pouvoir que chacun de nous possède sur l'autre et sur lui-même: notre produit a pris une attitude hostile envers nous; **il semblait être notre propriété, mais à la vérité c'est nous qui sommes la sienne.** Nous sommes nous-même exclus de la vraie propriété, parce que notre propriété exclut tout autre que nous-mêmes.*

*Le seul langage compréhensible que nous puissions parler l'un à l'autre est celui de nos objets dans leurs rapports mutuels. **Nous serions incapables de comprendre un langage humain: il resterait sans effet.***"

Va donc à Cuba, toi qui crois que le socialisme règne là-bas! Va à Cuba ou ailleurs! Rends-toi au marché, entre dans un magasin, et dis que tu as faim, dis que tu as simplement **besoin** de manger, ou que tu as **besoin** de te vêtir, et tu constateras vite à quel point le monde de l'argent ridiculise le simple fait d'exprimer un besoin comme être humain, tu verras que toute "socialiste" que prétend être l'économie nationale à Cuba, elle ne reconnaît pas plus l'être humain qu'ailleurs; tu verras à quel point il est absurde de parler comme un être humain dans une société où **l'unique communauté c'est l'argent!**

"Il serait compris et ressenti comme prière et imploration, et donc comme une humiliation; exprimé honteusement, avec un sentiment d'avilissement, il serait reçu par l'autre côté comme une impudence ou une folie et repoussé comme telle. Nous sommes à ce point étrangers à la nature humaine qu'un langage direct de cette nature nous apparaît comme une violation de la dignité humaine, alors que le langage aliéné des valeurs matérielles nous paraît le seul digne de l'homme, la dignité justifiée, confiante en soi et consciente de soi."

Cette description, faite par Marx il y a plus d'un siècle et demi, charrie toute l'actualité de ce moment dégoûtant où la magie d'un billet de banque (à Cuba, s'il est vert, c'est mieux!) ou d'une carte de crédit fait s'ouvrir les portes et procure à son détenteur l'impression d'être tout-à-coup traité comme un être humain, **l'illusion d'être d'autant plus humain qu'il a d'argent dans son portefeuille.**

"A la vérité, à tes yeux, ton produit est un instrument, un moyen pour t'emparer de mon produit, et donc pour satisfaire ton besoin. Mais à mes yeux il est le but de notre échange. Tu n'es pour moi que le moyen et l'instrument pour produire cet objet, qui est un but pour moi, de même que, inversement, tu te trouves dans ce même rapport à mon objet; mais: 1° chacun de nous agit comme sous le regard de l'autre; tu t'es réellement changé en moyen, en instrument, en producteur de ton propre objet, afin de t'emparer du mien; 2° ton propre objet n'est pour toi que l'enveloppe concrète, la forme cachée de mon objet, car sa production signifie, veut exprimer l'acquisition de mon objet. Tu es devenu, en fait, ton propre moyen, l'instrument de ton objet dont ton désir est l'esclave, et tu as accepté de travailler en esclave afin que l'objet ne soit plus jamais un aumône de ton désir. Si à l'origine du développement, cette dépendance réciproque face à l'objet apparaît pour nous en fait comme le système du maître et de l'esclave, ce n'est là que l'expression sincère et brutale de nos rapports essentiels.

La valeur que chacun de nous possède aux yeux de l'autre est la valeur de nos objets respectifs. Par conséquent, l'homme lui-même est pour chacun de nous sans valeur."

3. Produire comme êtres humains

"Supposons que nous produisions comme des êtres humains: chacun de nous s'affirmeraient doublement dans sa production, soi-même et l'autre."

Dans l'extrait qui suit, Marx se réfère à plusieurs reprises à la société communiste. Dans ce cadre, parler de travail, c'est-à-dire de torture, n'a aucun sens puisqu'il s'agit précisément du contraire: Marx traite dans ces passages de la réalisation de l'être humain. C'est d'autant plus absurde ici qu'il est essentiel de saisir l'antagonisme fondamental existant entre le communisme et les prétentions stalinienne du "socialisme en un seul pays". Il faudrait donc parler d'activité humaine, d'activité productive non aliénée et l'opposer au terme "travail". Si par ailleurs cet abus et cette généralisation du terme "travail" peuvent se comprendre (et même se justifier par la nécessité de se faire comprendre dans le langage logico-scientifique vulgaire de notre époque qui de fait considère le travail comme quelque chose qui a toujours existé et existera toujours, comme quelque chose inhérent à l'être humain), utiliser le terme "travail" ici, alors que Marx **oppose précisément activité humaine non aliénée à travail**, n'a aucun sens et déforce totalement le texte. Nous ne savons pas s'il s'agit d'une incongruité due à Marx lui-même ou d'une des multiples traductions/trahisons (traduttore, traditore) auxquelles nous ont habitués les marxistes. Toujours est-il que pour clarifier l'opposition entre travail et activité humaine décrite ci-dessous nous avons remplacé le terme "travail" par "activité humaine" ou simplement "activité" à chaque fois que Rubel utilise le mot "travail" dans un sens qui ne correspond en rien à la réalité décrite, et nous avons utilisé ce type de parenthèses [] pour signifier le changement au lecteur.

1° Dans ma production, je réaliserais mon individualité, ma particularité; j'éprouverais, en [exerçant mon activité], la jouissance d'une manifestation individuelle de ma vie, et, dans la contemplation l'objet, j'aurais la joie individuelle de reconnaître ma personnalité comme une puissance réelle, concrètement saisissable et échappant à tout doute.

2° Dans ta jouissance ou ton emploi de mon produit, j'aurais la joie spirituelle immédiate de satisfaire par mon [activité humaine] un besoin humain, de réaliser la nature humaine et de fournir au besoin d'un autre l'objet de sa nécessité.

3° J'aurais conscience de servir de médiateur entre toi et le genre humain, d'être reconnu et ressenti par toi comme un complément à ton propre être et comme une partie nécessaire de toi-même, d'être accepté dans ton esprit comme dans ton amour.

4° J'aurais, dans mes manifestations individuelles, la joie de créer la manifestation de ta vie, c'est-à-dire de réaliser et d'affirmer dans mon activité individuelle **ma vraie nature, ma sociabilité humaine (ma GEMEINWESEN)**.

Nos productions seraient autant de miroirs où **nos êtres** rayonneraient l'un vers l'autre.

Dans cette réciprocité, ce qui serait fait de mon côté le serait aussi du tien.

Considérons les divers moments, tels que nous les avons supposés:

Mon [activité humaine] serait une manifestation libre de la vie, une jouissance de la vie. En supposant la propriété privée, le travail est aliénation de la vie, car je travaille **pour vivre**, pour me procurer **un moyen** de vivre. **Mon travail n'est pas ma vie**.

En second lieu, mon individualité particulière, ma vie individuelle, se trouverait affirmée dans [l'activité humaine]. [L'activité] serait alors une vraie propriété, une propriété active.

En supposant la propriété privée, mon individualité est aliénée à un degré tel que cette activité m'est un objet de haine, un tourment: c'est un **simulacre** d'activité, une activité purement forcée, qui m'est imposé par une nécessité extérieure et contingente, et non par un besoin et une nécessité intérieurs.

Mon travail ne peut apparaître dans son objet autrement qu'il n'est en réalité. Il ne peut pas y apparaître ce qu'il n'est pas par nature. C'est pourquoi il ne se présente plus qu'en tant qu'expression matérielle, concrète, visible, et, partant, indubitable de mon impuissance et de la perte de moi-même."

CONTRE-REVOLUTIONNAIRES D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET DE TOUJOURS : LE P"C" CUBAIN, AVEC MACHADO, BATISTA, CASTRO,... (1)

L'action contre-révolutionnaire du P"C" cubain, le parti unique du régime castriste, ne commence pas au moment où Fidel Castro se proclame "marxiste-léniniste". Dès 1923, il fonctionne en tant que "*Regroupement Communiste*" aux ordres du stalinisme international. Comme toujours et partout dans le monde, à chaque moment décisif, ces "marxistes-léninistes" se sont situés contre les intérêts tant immédiats qu'historiques du prolétariat. A Cuba, il y a trois moments décisifs où la dictature générale du capital a concentré sa tyrannie contre le prolétariat et où le terrorisme d'Etat a atteint un niveau extrême: sous Machado, sous Batista et sous Castro. Et à chaque fois les "marxistes-léninistes" cubains ont abandonné les luttes ouvrières et se sont mis aux ordres du tyran de service.

L'absolutisme de Gerardo Machado y Morales se caractérise par la persécution, l'emprisonnement et l'assassinat de militants ouvriers comme Alfredo López (secrétaire de la Fondation Ouvrière de La Havane), Enrique Varona, Duménico, Cúxar,... Contre cette tyrannie, la classe ouvrière lance une gigantesque bataille dont le moment culminant sera la grève générale déclenchée le 28 juillet 1933 et qui se généralise immédiatement à l'ensemble du pays. Le 7 août, en plein milieu de cette bataille, les staliniens, en échange de la légalisation du parti "communiste" et de leurs organismes syndicaux par Machado lui-même, donnent l'ordre de reprendre le travail. Les documents, signés par le stalinien Cesar Villar (2) au nom de la Confédération Nationale Ouvrière de Cuba (agence de la Confédération Syndicale Latino-Américaine de Montevideo) seront affichés par la police de Machado elle-même sur les colonnes des édifices, les lampadaires et sur les arbres dans les parcs des différentes villes. En dépit des appels au calme, la grève et l'action directe se poursuivent et, le 12 août, alors que le pays est au bord de la guerre civile, Machado prend la fuite accompagné de plusieurs membres éminents de son entourage: des ministres, des hauts fonctionnaires de la police et des chefs militaires responsables directs de la répression. Précisons que durant ses 8 années de tyrannie, Machado a pu compter sur le soutien de l'Amérique du Nord, et qu'au plus fort de la grève, l'île fut encerclée par des cuirassés nord-américains. Mais, comme cela s'est passé en d'autres occasions, le gouvernement américain décida rapidement de changer de cap, et Sumners Wells, l'envoyé de Roosevelt, prit soudainement fait et cause pour l'opposition démocratique, une formule de rechange qui finit par s'imposer.

Un peu plus tard, c'est face à Batista que les staliniens s'agenouillent. Celui-ci permet d'abord à Juan Martinello d'organiser le Parti de l'Union Révolutionnaire en échange d'une collaboration secrète. Ensuite, il autorise la sortie du journal stalinien *Hoy*. En 1938, le P"C" déclare en séance plénière que Batista *"n'est plus le point focal de la réaction mais le défenseur de la démocratie"*. C'est le résultat de la stratégie stalinienne internationale de Front Populaire appliquée ouvertement dans l'île. Suite à cette déclaration, Blas Roca (déjà secrétaire du Parti "Communiste" Cubain) et Batista se rencontrent; en septembre 1938, ce dernier légalise le "communisme". Le Parti de l'Union Révolutionnaire, dont la raison d'être disparaît, se dissout au bénéfice du "communisme" et, pour effacer aux yeux du prolétariat sa collaboration totale avec les différents dictateurs, il décide de changer de nom et devient le PSP: Parti Socialiste Populaire. Lors de la campagne électorale de 1940, Batista bénéficie du soutien inconditionnel des staliniens cubains qui appliquent à la lettre la politique de Front Populaire dictée par Moscou; en échange de quoi certains de ces **staliniens**, tel Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez, seront (déjà) nommés **ministres**.

Avant les élections de 1940, la position des staliniens cubains était la suivante: *"Fulgencio Batista y Zaldívar, cubain à 100 pour 100, défenseur jaloux de la libre patrie, tribun éloquent et populaire... autorité de notre politique nationale, idole d'un peuple qui pense et veille à son bien-être... homme qui incarne les idéaux sacrés d'un Cuba nouveau et qui, par son action démocrate, s'identifie aux nécessités du peuple, recèle en lui-même le sceau de sa valeur."* (3) Il faut savoir que ceux qui chantent à ce moment-là les louanges de Batista (les Blas Roca, Carlo Rafael Rodríguez, etc.) encenseront plus tard Fidel Castro et deviendront ses ministres. Le 28 janvier 1941, Blas Roca écrit: *"Nous resterons fidèles à la plate-forme de Batista dans son entièreté."* Et quelques jours plus tard, c'est Juan Marinello qui déclare: *"Les seuls hommes loyaux à la plate-forme de Batista sont ceux qui militent au sein de l'Union Révolutionnaire Communiste."* Mais cet amour entre les staliniens et le dictateur Fulgencio n'est pas à sens unique. Le militaire sait reconnaître les extraordinaires services rendus par le Front Populaire. Ainsi, Batista dira par exemple: *"Cher Blas... je suis heureux de te ratifier ma conviction sur l'efficace et loyale coopération que mon gouvernement a reçu et vient encore de recevoir de la part du Parti Socialiste Populaire, de ses dirigeants et de ses masses."* (4)

Le Parti Socialiste Populaire, légalisé et reconnu comme parti syndical de l'Etat, dispose maintenant de toutes sortes de moyens et se développe de façon spectaculaire. Batista lui permet, pour la première fois en toute légalité, de publier un journal, de se doter de tous les mécanismes légaux pour contrôler le mouvement ouvrier, d'élire des sénateurs, des députés et des dizaines de fonctionnaires municipaux, d'avoir une présence permanente dans toutes les instances officielles de publicité et même de faire partie du Cabinet. Cela fait du PSP une force nationale de première importance: le nombre d'affiliés au parti passe de 2.800 en janvier 1938 à 5.000 en septembre de la même année puis à 23.000 en janvier 1939.

Les staliniens cubains soutiendront jusqu'au bout la dictature bourgeoise centralisée par Batista, et plus tard, ce sont eux qui fourniront les cadres fondamentaux de la réorganisation étatique castriste. Le 12 avril 1958, lorsque celui qui va devenir le prochain tyran, Fidel Castro, ordonne la grève générale contre Batista, elle n'est pas suivie. La CTC (Centrale des Travailleurs Cubains) dirigée par les staliniens l'interdit et invoque les mêmes arguments que ceux utilisés quelques années plus tôt pour liquider la grève de 1933, grève qui avait abouti à la chute de Machado. Les fonctionnaires staliniens qui travaillent dans l'appareil étatique de Batista continuent à assumer leurs fonctions et restent sourds aux appels de Fidel Castro qu'ils qualifient d'aventurier petit-bourgeois. Au même moment, les Nouvelles de Moscou affirment que les insurrections armées ne sont que des étincelles et qu'elles n'affaiblissent en rien le pouvoir de Batista. Le Mouvement du 26 juillet (1958) lui-même condamnera, en août de la même année, la "trahison" du Parti Socialiste Populaire. Mais, une fois le "linge sale" des trahisons lavé en famille, tout le monde se réconcilie à l'ombre de Castro et on enterre l'histoire des désaccords passés sous toutes sortes de mensonges ou de contre-vérités, le XXème congrès du Parti "Communiste" d'Union Soviétique allant jusqu'à déclarer que *"les communistes cubains étaient en premières lignes du combat"* (déclaration de Severo Aguirre).

Ce n'est que lorsque la chute de Batista devient évidente et imminente, à la fin de l'année 1958, que les staliniens cubains se décident à jouer sur les deux tableaux. C'est ainsi que Carlos Rafael Rodríguez, ministre de Batista de 1940 à 1944 et ministre sans porte-feuille pendant toute la dictature de Batista, se rend à la Sierra Maestra pour conclure un accord officiel avec Fidel Castro, un accord qui préfigure tous ceux qui suivront et fait de ce même C.R. Rodríguez un personnage décisif du régime castriste. Dès lors, l'un des premiers actes gouvernementaux de Fidel Castro sera, le 10 janvier 1959, de légaliser à nouveau le Parti Socialiste Populaire. Nous n'allons pas ici analyser les innombrables luttes internes entre fractions au sein du PSP, les différentes purges, nous

n'allons pas non plus examiner les nombreuses oscillations et revirements qui amenèrent Fidel Castro, viscéralement anti-communiste et formellement opposé au PSP, à se soumettre entièrement aux diktats du Parti de Moscou.

A titre de rappel pour les lecteurs qui n'ont aucune idée de la trajectoire de Fidel Castro, rappelons simplement qu'il était un fervent admirateur et un membre du parti "orthodoxe" de Eduardo Chibás, ennemi implacable du PSP. Dans la citation qui suit, il traite d'ennemis et de traîtres ceux qui seront sous peu ses plus proches collaborateurs au sein du gouvernement et du Parti "communiste".

Castro dit de Blas Roca qu'il est: *"Notre Daladier"*, et il ajoute: *"il change de nom comme de couleur politique et il change plus de ligne tactique que de chemise. C'est un caméléon politique. Un jour il attaque le militarisme, le lendemain, il le défend..."* Il n'hésite donc pas à traiter l'ensemble du parti, et son futur collaborateur Blas Roca, de traîtres à la cause du prolétariat: *"Ceux qui claironnent leur gauchisme et leur amour du peuple... tournent le dos aux travailleurs et se placent humblement aux ordres de la botte militaire de Batista... Personne ne peut m'empêcher de leur crier la vérité à la figure à ces profiteurs marchands du prolétariat..."* (5) Et ils ne cesseront pas d'être des *"marchands du prolétariat"* quand ils se mettront sous la coupe de Fidel Castro.

Au contraire, ce sont les Blas Roca, Carlos Rafael Rodríguez (6),... et y compris Anibal Escalante (7), ce "communiste moscovite" qui avait comploté depuis toujours contre le régime de Castro, c'est-à-dire en fin de compte, la totalité du parti, qui finit, malgré les apparences, par faire de Fidel Castro un véritable vassal de Moscou, un *"marchand du prolétariat"* supplémentaire.

Pour terminer, voici la déclaration que fit Fidel Castro (peu après son fameux plaidoyer *"L'histoire me donnera l'absolution"*), alors qu'il était détenu au Mexique sur les instances de la police de Batista qui l'accusait d'être membre du "parti communiste": *"... Quel sens moral a-t-il, par contre, monsieur Batista, pour parler de communisme alors qu'il fut candidat à la présidence du Parti Communiste aux élections de 1940, alors que ces affiches électorales s'abritaient sous la faucille et le marteau, alors que sur les photos il se promène avec Blas Roca et Lázaro Peña, alors qu'une demi-douzaine de ses ministres actuels et de ces collaborateurs de confiance furent des membres importants du Parti Communiste?"*

Tels sont les antécédents fondamentaux de ce mariage historique qui a fait du **parti "communiste", le parti fondamental de l'Etat capitaliste cubain.**

Notes

1. Les informations qui ont servi à l'élaboration de cet article sont extraites de sources officielles castristes ainsi que de différents numéros du *Guámgara Libertaria*, et plus particulièrement de l'article "Le parti communiste cubain: avec Machado, Batista et Fidel" de Victor García publié dans le numéro 17 de 1984.
2. L'histoire stalinienne officielle tentera par la suite de faire porter le chapeau de la "trahison" à ce seul individu, mais les documents ouvriers de l'époque dénoncent l'approbation de cette politique par toutes les instances centrales du P"C"C ainsi que par la Confédération Nationale Ouvrière de Cuba et la Confédération Syndicale Latino-Américaine de Montevideo, citant formellement d'autres leaders de ces organisations qui appellent à la reprise du travail: Vicente Alvarze Rugio, Joaquin Fau, Fransisco Gonzales, Jesús Vázques, Pedro Berges y Ordoqui,...
3. Extrait de la revue stalinienne *Hoy* du 13 juillet 1940.
4. Cité par *Hoy* le 13 juillet 1944.
5. Les citations que nous reproduisons ici ont été extraites de l'article de Victor García: "Le Parti Communiste Cubain: avec Machado, Batista et Fidel" publié dans *Guámgara Libertaria*, numéro 17 d'avril 1984.
6. Et bien d'autres encore parce que, à ces innombrables fluctuations réalisées par ces personnages de premier plan (pour être toujours bien avec le pouvoir central de l'Etat) correspond le déplacement de centaines de fonctionnaires obscurs du stalinisme et de l'Etat.
7. A ce sujet, voir le "Rapport Raúl Castro" présenté au "Comité Central du Parti Communiste de Cuba" par le frère de Fidel Castro en janvier 1968 sous le titre éloquent de "Pourquoi Anibal Escalante et d'autres ex-dirigeants du P.C. cubain sont-ils prisonniers...?" , un rapport dans lequel la fraction dominante dénonce l'action de la vieille fraction liée à Escalante qui, avec la complicité de certains personnages de Moscou, est accusée de vouloir imposer au Parti de Cuba une ligne encore plus soumise au "grand frère russe". Comme on le sait, une fois ces messieurs éliminés, le parti s'aligna sur la ligne qu'il disaient combattre.

Nous soulignons

LE MODELE REPRESSIF ITALIEN SE RENFORCE!

Nous tenons à souligner ici le nouveau pas accompli par l'Etat italien dans la répression à l'encontre de groupes de militants prolétariens. Nous dénonçons l'action de l'Etat et nous nous solidarisons avec l'ensemble des camarades frappés par cette répression. Nous appelons également à la lutte et à la solidarité contre cette nouvelle agression guerrière du terrorisme de l'Etat mondial.

Ce grand laboratoire de la contre-révolution qu'est l'Italie, ce modèle répressif, ce "bon exemple" international des techniques d'amalgame, cette fabrique de repentis, de collaborateurs, de dissociés,... vient de réaliser un nouveau saut de qualité.

Il y a quelques années, l'Etat italien occupa le devant de la scène mondiale en exploitant à fond la tactique de l'amalgame. En gros, il s'agissait de mettre dans le même sac et de dénoncer comme terroriste, des secteurs entiers du mouvement prolétarien qu'on ne pouvait officiellement accuser d'aucun délit concret. La trouvaille répressive de l'Etat italien consistait à concevoir des bombes, placées par ses propres flics ou par des secteurs manipulés par ces derniers, et à développer la peur au sein de la population pour légitimer ainsi l'action terroriste de l'Etat. Voilà maintenant plus de quinze ans donc que l'Etat italien combine une action terroriste propre à tout état (la torture physique et psychologique, particulièrement) à une législation qui favorise la délation, le repentir, la collaboration,...; cette pratique s'érige petit à petit en modèle juridique international, donnée en exemple par les forces de police et de justice d'un nombre toujours croissant de pays.

Concrètement aujourd'hui, sur base de vagues déclarations d'une repentie (1) et à partir de quelques perquisitions ayant permis de découvrir des armes et d'inculper un "anarchiste", les enquêteurs de l'Etat, représentés par le juge romain Antonio Marini, ont monté une campagne contre différents groupes et militants se définissant comme "anarchistes" et qu'ils accusent de former une "bande armée". Il est clair que les flics ne cherchent pas de coupable en particulier, mais qu'ils veulent déclarer illégal l'ensemble d'un mouvement très contradictoire, articulé autour de différentes structures et positions, et dont l'unique point commun est celui de se définir "anarchiste" (2).

Il est évident que ce type d'attaque n'est pas dirigé contre les "anarchistes" en général, étant donné qu'une partie d'entre eux défendent, en Italie comme partout ailleurs dans le monde, une politique clairement réformatrice et pacifiste, une politique qui rend d'excellents services à l'Etat. Par ailleurs, comme par le passé, la tactique de l'Etat vise à faire pression sur les différents secteurs qu'il amalgame pour les amener à se dissocier, à se disculper, etc. et ils ont montré qu'ils obtiennent d'excellents résultats en agissant de la sorte. La preuve c'est que, comme à l'époque des "*Brigades Rouges*" ou de "*Prima Linea*", cette pression a déjà engendré une foule de déclarations de dissociation. Ainsi, certains secteurs de l'anarchisme officiel, tels le "*Cercle Berneri*" ou la "*Fédération Anarchiste Italienne*", n'ont pas hésité à se dissocier ouvertement des prévenus dans des communiqués où ils déclarent que les inculpés n'ont rien à voir avec les anarchistes, qu'il s'agit de provocateurs et que jamais les anarchistes n'accompliraient d'actions armées.

En général, les agents de la répression laissent les "anarchistes" officiels tranquilles. Ils cherchent plutôt à identifier et à frapper durement ceux qu'ils considèrent comme les véritables ennemis de l'Etat. Seulement, comme les flics ou les juges sont incapables d'envisager la subversion comme un produit "naturel" et inévitable de la misère et de l'oppression, et qu'ils se bornent à la vision d'une bande de conspirateurs, il en résulte évidemment un grand nombre d'erreurs qui entraînent la condamnation des militants ou des secteurs entiers qui ne développent aucune activité révolutionnaire (et vice versa).

Dès la fin de l'année '95, et durant toute l'année 1996, se sont succédés toute une série de procès, perquisitions, arrestations, accusations, amalgames, déclarations, campagnes,... dont le point culminant fut la perquisition, le 17 septembre 1996, de quelques 60 maisons et appartements dans différentes villes italiennes, et l'arrestation de dizaines de militants, entraînant dans son sillage le passage à la clandestinité de quelques militants supplémentaires. Et, alors que seuls quelques uns des militants interpellés sont accusés d'homicide et de vol pour des attaques de banques, la grande majorité se voit chargée, sans autre preuve que l'accusation de faire partie d'une même bande armée (une organisation qui s'appellerait "*Organizzazione Rivoluzionaria Anarchica Insurrezionalista*"), d'un ensemble de préventions telles: "**bande armée**", "**association subversive**", "**possession d'armes et explosifs**" et "**attentats contre des structures d'utilité publique**".

Si nous soulignons ici cet amalgame caractérisé de militants pour lesquels on ne peut prouver aucune action armée ou utilisation d'armes, ce n'est évidemment pas parce que nous voudrions nous solidariser avec les "innocents" contre ceux qui ont mené des actions armées contre la propriété privée et l'Etat! Ça, c'est la pratique des organisations politiques réformatrices et opportunistes. Pour nous, les "coupables" feront toujours partie intégrante de notre mouvement, tel que l'ont d'ailleurs toujours revendiqué les révolutionnaires de l'époque de Marx et Bakounine, ou de celle de Flores Magón et Rodolfo González Pacheco. Si nous attirons l'attention sur l'amalgame, c'est parce qu'il nous semble fondamental de dénoncer le fait que l'Etat ne veut pas seulement réprimer ceux qui ont commis l'un ou l'autre "délit", mais bien tous ceux qui représentent un quelconque danger pour lui, qu'ils aient ou non commis un acte illégal, qu'ils rentrent ou non dans leurs critères d'accusation. Bref, il est essentiel de dénoncer la tactique étatique de l'amalgame (la création de repentis, de collaborateurs,...) comme méthode de répression d'un mouvement social extrêmement large, visant à assurer et à reproduire la domination de classe. Précisons encore ici que les inculpés ont formellement nié appartenir à une même organisation clandestine. Ils ont expliqué qu'idéologiquement, une "*organisation révolutionnaire anarchiste pour faire l'insurrection*" en tant que structure spécifique et séparée, est un non-sens pour celui qui se dit "anarchiste", et que la conception même qu'un tel sigle révélerait serait bien plutôt celle d'une organisation léniniste, et donc contraire à leurs positions:

"Les juges savent bien que l'organisation anarchiste dont ils parlent n'existe pas. Ils savent que le modèle de la bande armée -miroir de leur propre modèle- ne peut s'appliquer aux réelles relations entre anarchistes. Des individus qui se rencontrent sur base de l'affinité, c'est-à-dire à partir de leurs différences propres, et développent des initiatives sans formaliser d'unions particulières, des individus qui s'organisent, c'est vrai, mais jamais de façon rigide et verticale, ne peuvent être une bande armée. Et cela non seulement parce qu'ils refusent la clandestinité (un refus qui est significatif), mais parce qu'ils n'acceptent pas de s'enrôler -ni comme sigle, ni comme programme- dans une structure qui fait de la rencontre armée une réalité séparée de la totalité subversive. Et si un anarchiste, individuellement et en assumant toutes ses responsabilités, décide d'utiliser les armes, cela ne change en rien cette réalité. Et même si, en laissant aller notre imagination, tous les inculpés voire les anarchistes du monde entier -en plus d'avoir écrit,

d'avoir discuté, d'avoir fait l'amour, diffusé des manifestes, insulté les chefs, déserté le travail, occupé des lieux, récupéré des marchandises- avaient utilisé des armes, cela n'en ferait toujours pas plus une bande armée. C'est le pouvoir qui a besoin de l'inventer... Ce que les juges veulent faire passer, une fois encore, c'est l'illusion qu'à part la survie et l'attente, il n'existe que l'organisation armée... Heureusement, l'insurrection n'est vraiment pas ce que les organes répressifs voudraient qu'elle soit..."

Voici quelques adresses pour obtenir des informations sur les victimes de la répression ou améliorer le réseau de solidarité avec eux:

| | | |
|--|---|---|
| CANENERO Casella Postale 4120 50135 Firenze ITALIA Téléfono y Fax: 055/631413 | El Paso Occupato via Passo Buole 47 10127 Torino ITALIA E-mail: elpasosq@freenet.hut.fi Tel: 011-317 41 07 | Solidaritätskomitee Italien c/o Infoladen Breisacherstr. 12 81667 Munich Germany |
|--|---|---|

Notes

1. Namsetchi Mojdeh est le nom de cette repentie dont les déclarations, truffées de contre-vérités flagrantes et prouvées, constituent la base d'accusation de tout un mouvement.
2. Un des militants arrêtés est Alfredo M. Bonano, accusé d'être le "*cerveau de la bande armée clandestine*". Au-delà des divergences politiques qu'il peut avoir avec nos positions, ce camarade a produit d'excellents matériaux (une dénonciation de l'amnistie en Italie, par exemple), et a republié et diffusé un ensemble de textes historiques des communistes (de la dite "*gauche communiste internationale*") dans le cadre des éditions "Anarchismo Editions".

Nous soulignons

VIVE LA REVOLTE PROLETARIENNE EN ALBANIE... ET PARTOUT AILLEURS!

Nous ne pouvions pas achever cette revue sans parler des derniers événements en Albanie. C'est avec émotion et joie que nous avons appris qu'en Albanie, après plus de six semaines de manifestations encadrées par l'opposition (stalinienne rebaptisée socialiste) et au moment même où était voté un remaniement de l'équipe gouvernementale, les prolétaires ont outrepassé les règles de la démocratie et ont pris d'assaut un ensemble de structures de l'Etat bourgeois.

Laissant là les sempiternelles promesses de changement brandies par tous les politiciens, nos prolétaires "incontrôlés" ont pris possession de la rue et ont donné **de réels objectifs de classe** à leur lutte. Du sud au nord, les prolétaires se sont attaqués aux bâtiments publics et ont mis le feu à des commissariats, tribunaux, succursales de banque, pillé de nombreux magasins ou camions transportant des marchandises, pillé et incendié une des résidences de Sali Berisha (le président de la république albanaise, ex-stalinien fondateur du *Parti démocratique*), assiégé des casernes et même des bateaux de la marine de guerre pour y prendre les armes, érigé des barricades sur des routes,...

Les bâtiments du SHIK (police secrète de Sali Berisha, ex-Sigurimi stalinienne) ont particulièrement été la cible de la colère prolétarienne. Ce sont dans ces bâtiments que beaucoup de frères de classe ont disparu, torturés et assassinés. A **Vlora**, où les affrontements ont été particulièrement violents, les prolétaires boutant le feu à ces bâtiments n'ont pas fait de cadeaux à plusieurs tortionnaires bien connus qui s'y étaient retranchés, ceux-ci ont été brûlés vifs tandis que d'autres qui essayaient de s'enfuir ont été lynchés (soit six membres du SHIK).

Nulle part, les conscrits encasernés ne se sont opposés aux pillages, nombre de prolétaires sous l'uniforme se sont joints aux insurgés avec armes et bagages. Le gouvernement avoue ne pas pouvoir compter sur son armée.

Ce qu'exprime le prolétariat en Albanie, c'est la haine accumulée contre l'exploitation, la répression, le dénuement toujours plus extrême face à l'accumulation de richesses toujours plus faramineuses. Les spéculations bancaires engloutissant jusqu'aux derniers centimes de ce que les prolétaires avaient pu mettre de côté, sont brutalement venues démentir les illusions que ceux-ci pouvaient encore se faire sur ce que pouvait leur apporter la soi-disant libéralisation du système. Se faisant au nom du socialisme ou du libéralisme, la misère tue et les prolétaires en ont marre de crever.

Il est tellement clair que c'est un mouvement contre l'Etat, dans lequel les prolétaires se réapproprient leur lutte, les armes de la lutte, les objectifs de notre lutte: la réappropriation du produit social, que la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens de donner une image tout à fait fausse et rebutante du mouvement. Elle nous dit que ce sont des ivrognes, des rebelles, des maffieux, des

bandits, des fous... Elle a même essayé de faire croire à des conflits ethniques (Guègues du nord contre Tosques du sud),... En bref, elle cherche à identifier, canaliser ces affrontements dans une guerre a-classiste, bourgeoise, dont les caractéristiques sont tout ce qu'elle essaie de mettre sur le dos des prolétaires: aucun critère, la guerre de tous contre tous, les assassinats sans discrimination,... La bourgeoisie et sa fidèle presse essaie de discréditer l'image de ce mouvement pour que les prolétaires du monde entier ne se reconnaissent pas dans cette lutte qui, en opposition à toutes les manifestations démocratico-pacifistes de solidarité avec l'économie nationale, nous redonnent le goût des réels affrontements classe contre classe, de la lutte intransigeante contre tous nos ennemis. C'est pourquoi nous sommes **de tout coeur avec les prolétaires albanais dans ce sursaut de lutte pour la vie.**

Aujourd'hui, pour la bourgeoisie, il est question: d'une part, d'élections législatives, d'autre part, de mettre sur pied une force "humanitaire protégée" afin de pacifier le pays. Autrement dit, le retour à l'ordre démocratique par le désarmement et la répression du prolétariat.

Non au carnaval électoral !

Non à "l'humanitaire protégé" !

Vive la révolte prolétarienne en Albanie et partout ailleurs.

*** le 25 mars 1997 ***